

LES DISPARITÉS SPATIALES EN EUROPE ET LEURS EVOLUTIONS : 1960 – 2000

CHRISTIAN VANDERMOTTEN*

RÉSUMÉ

Les disparités régionales en Europe sont inscrites dans les temps longs de l'histoire. Plus encore que par des inégalités de niveau de PIB/hab., elles se marquent dans la composition des structures productives. La structure centre – périphérie subsiste en Europe occidentale, malgré une certaine convergence des niveaux de PIB/hab. au niveau des Etats durant les quatre dernières décennies. On peut même observer récemment une tendance au renforcement relatif des grandes régions métropolitaines. Depuis la fin du système soviétique, l'Europe centre-orientale s'insère dans le bloc européen dans un positionnement semi-périphérique à l'échelle de l'économie-monde. Du point de vue régional, cela s'y traduit par une forte augmentation des disparités spatiales (et sociales), au bénéfice des régions-capitales et, pour les pays occidentaux de cet ensemble, de leurs régions bordières de l'Union européenne.

ABSTRACT

Regional disparities in Europe can only be explained by taking into consideration a multi-secular history. More than by the inequalities in the level of GDP/inhab., regional disparities are characterised by various productive structures. The centre – periphery structure in Western Europe remains, notwithstanding some convergences of the GDP/inhab. levels at the scale of the States during the four last decades. Recently, a trend towards the reinforcement of the metropolitan areas can even be noticed. Since the failure of the Soviet system, Central-Eastern Europe is incorporated into the world-economy on a semi-peripheral basis. From a regional point of view, the consequences are a strong growth of the regional (and social) disparities, to the benefit of the capital regions and, for the Westernmost countries, the Western border fringes.

MOTS CLÉS: Europe, structures économiques, disparités régionales, centre – périphérie.

KEYWORDS: Europe, economic structures, regional disparities, centre – periphery.

JEL CLASSIFICATION: R11, R12.

* Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, Université Libre de Bruxelles, Belgique
Université Libre de Bruxelles, CP. 246, Av. F.D. Roosevelt, 50, B-1050 Bruxelles, Belgique, cvdmotte@ulb.ac.be

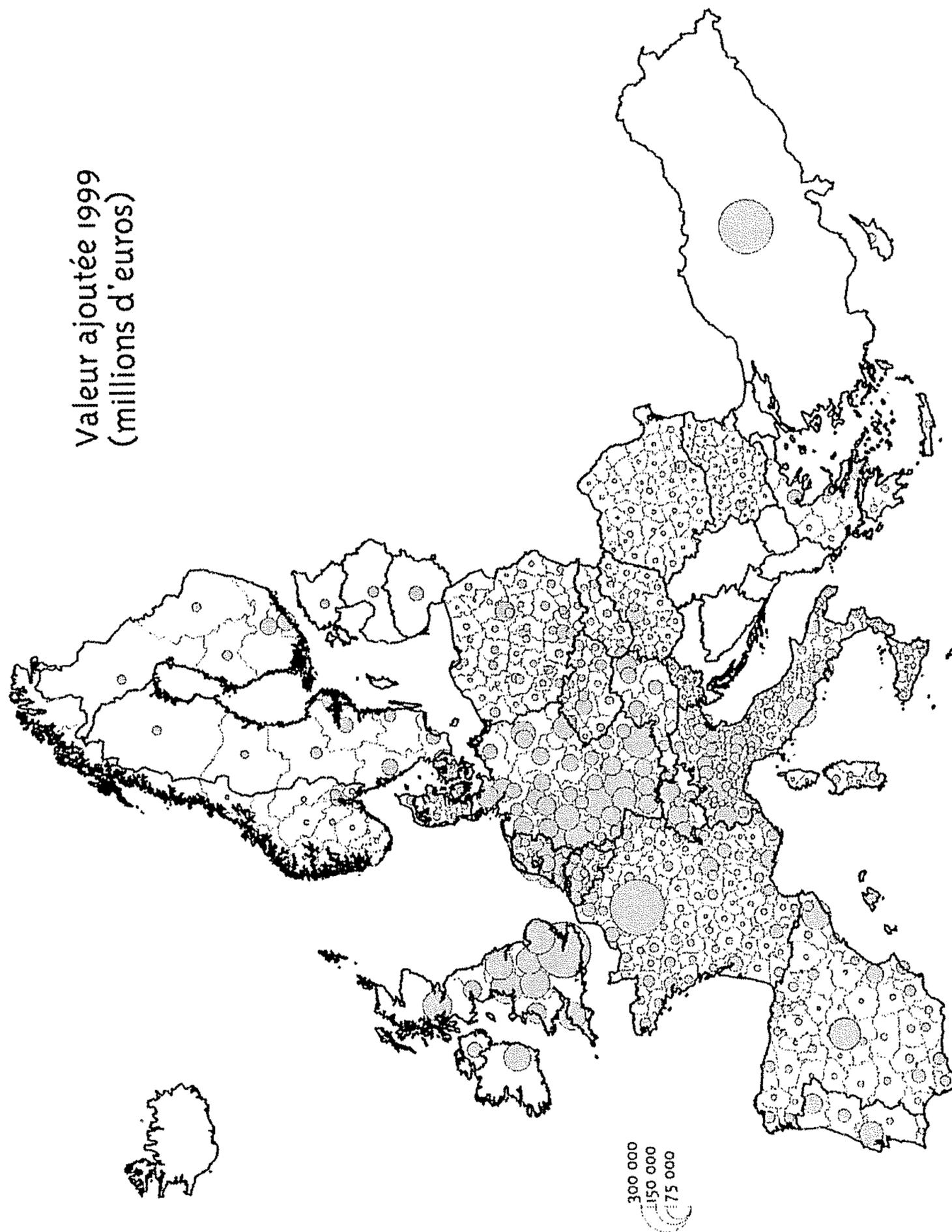
INTRODUCTION

L'objet du présent article est de situer les disparités régionales en Europe dans une perspective de mise en évidence de permanences historiques des structures économiques, dont certaines renvoient jusqu'aux sources de la géographie du capitalisme marchand médiéval. Ces disparités traduisent des oppositions fondamentales entre régions centrales, détenant les fonctions principales de commandement et les mieux intégrées aux nœuds des réseaux de l'économie-monde (Taylor, 2000), et régions structurellement périphériques et semi-périphériques. Dès lors, les tendances à la convergence des niveaux de PIB/hab. que l'on peut observer entre Etats de l'Union européenne et qui reflètent en partie les effets positifs des politiques régionales, ne gommant pas les écarts structurels, voire ne se vérifient pas toujours à l'intérieur des cadres étatiques. De nouvelles disparités se recomposent à d'autres échelles. En Europe centre-orientale, l'explosion des inégalités spatiales se superpose à celle des inégalités sociales depuis la fin du système soviétique.

1. LA RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE EN EUROPE

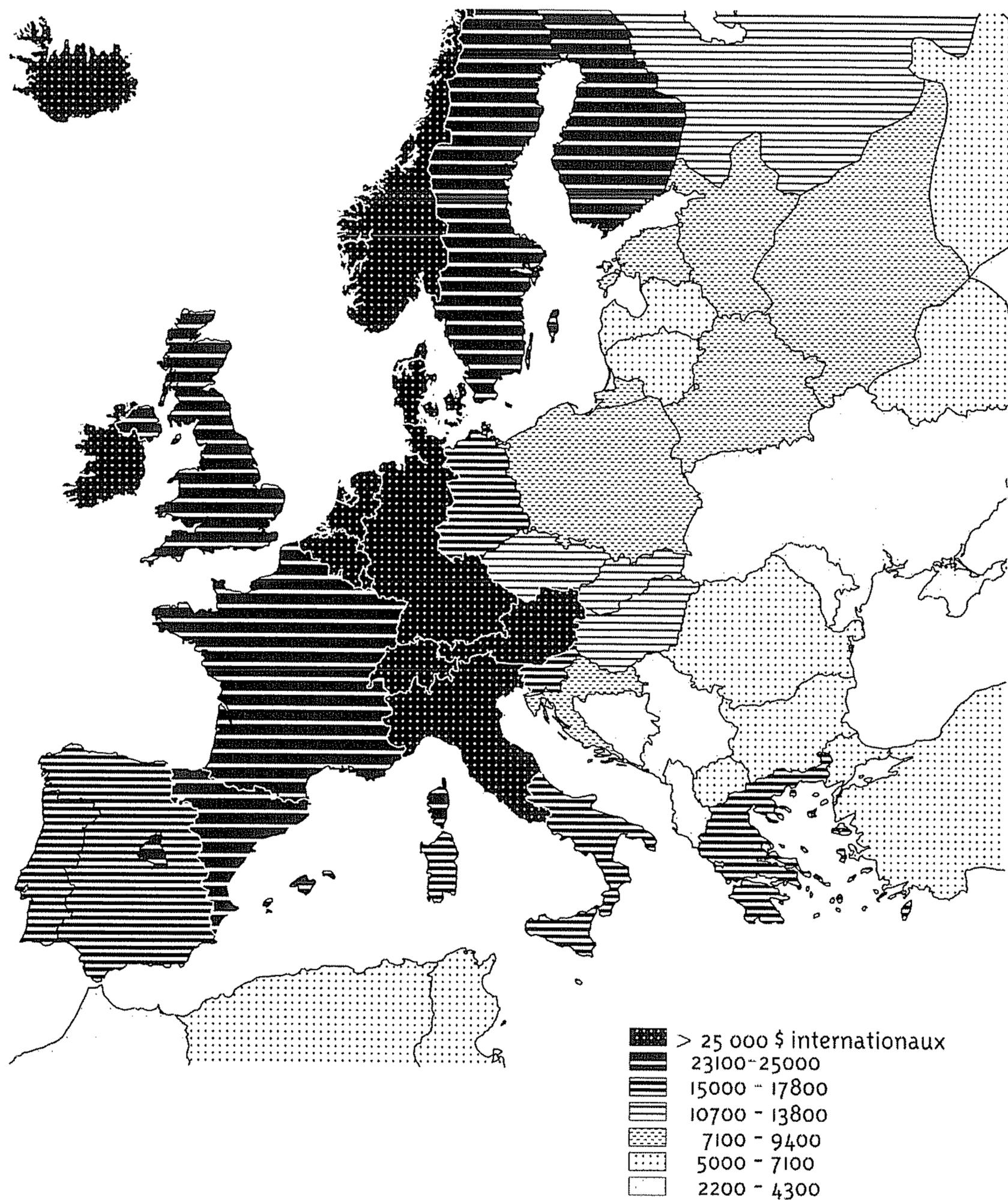
La carte de la répartition du produit intérieur en Europe, qui peut maintenant être valablement étendue aux régions de l'Europe centre-orientale, confirme l'existence d'une Europe médiane, qui s'étend du centre de l'Angleterre au centre-nord de l'Italie, en incorporant les pays du Benelux, l'Allemagne rhénane et méridionale et la Suisse. Cette zone concentre la production de valeur, en additionnant de forts produits par habitant et de fortes densités de population. Au-delà des mutations radicales de la nature du capitalisme européen entre le Moyen âge et aujourd'hui et des bouleversements liés à la mise en place d'une base énergétique charbonnière et à la révolution industrielle, des prémises lointaines de cette zone médio-européenne peuvent déjà être décelées dans l'aire d'extension médiévale de l'Europe des villes et des marchands, entre l'Italie du nord et la Flandre (Braudel (1973) ; Bairoch (1997) ; Vandermotten (2000)). Déjà annoncé par les conséquences des invasions mongoles et un déficit subséquent d'urbanisation, le retard de développement de l'Europe centre-orientale et orientale sur l'Europe occidentale s'accroît à partir du XVI^e siècle, à travers une insertion semi-périphérique dépendante et un renforcement concomitant des structures aristocratiques foncières en Europe centre-orientale et orientale (Wallerstein (1979) ; Maddison (2001)). Le retard dans le démarrage de la révolution industrielle à l'est (ainsi que dans le sud de l'Europe) est lié aux pesanteurs de ces rapports sociaux et au renforcement de l'insertion dépendante dans l'économie-monde dans la seconde moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale pour la Russie, voire jusqu'à la fin de la Seconde pour la plus grande partie de l'Europe centre-orientale, à la notable exception de la Tchécoslovaquie (tableau 1).

FIGURE 1. RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA VALEUR AJOUTÉE EN EUROPE EN 1999



Sources : Banque de données de l'IGEAT/ULB d'après Eurostat et statistiques nationales.

FIGURE 2. NIVEAUX DE PRODUIT PAR HABITANT DES PAYS EUROPÉENS EN PPA EN 2000



Note: L'Espagne, l'Allemagne, l'Italie et la Russie ont été subdivisées pour rendre compte des grandes disparités internes.

Sources : Banque mondiale ; Eurostat ; Statistiques de la Fédération de Russie.

TABLEAU 1. ESTIMATION DU PIB PAR HABITANT DE L'EUROPE CENTRE-ORIENTALE ET DE L'EX-URSS, PAR COMPARAISON AVEC CELUI DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Europe occidentale = 100	Europe centre-orientale	Ex-URSS
1500	60	65
1600	58	62
1700	55	60
1820	52	56
1870	44	48
1913	44	43
1950	46	62
1973	43	53
1998	30	22

Source : A. Maddison (2001).

2. LE COMPLEMENT HYPOTHÉTIQUE DU FOSSÉ EST – OUEST

Eu égard à ce retard historique, la période d'industrialisation planifiée de type soviétique peut s'interpréter comme une tentative endogène de rattrapage, dans des conditions d'accumulation tendues et sous l'égide de capitalismes bureaucratiques d'Etat : dans un premier temps, le comblement du fossé fut sensible, surtout en Union soviétique, malgré le coût de la guerre, mais resta fondé sur une base trop quantitative et extensive, plutôt que qualitative et intensive (Nagels (1993)).

Alors que le passage du fordisme au post-fordisme intervenait en Europe occidentale après le retournement de la tendance longue de forte croissance économique en 1973, l'autarcie s'est progressivement relâchée à l'est. Loin de conduire à une amélioration des performances économiques, ce relâchement, qui ne s'est pas accompagné, pour des raisons politiques, d'une modification fondamentale du système de gestion de l'économie, a buté en même temps sur le protectionnisme occidental (Bardos-Feltoronyi (2001)). Il a débouché sur un endettement, un ralentissement des taux de croissance, une dépendance technologique et une crise latente. En fait, le processus de semi-périphérisation est déjà entamé durant la fin de la période soviétique, comme en témoigne l'apparition d'un endettement extérieur significatif dès la fin des années 70. Au cours des années 80, le classement de ces pays en fonction de leur endettement relatif suivait à peu près celui de leur degré d'ouverture à l'économie occidentale. Tout ceci a conduit à l'implosion du système, organisée en fait par de larges fractions des élites nomenklaturistes.

Après les effondrements de la production et les désarticulations du système économique enregistrés au début de la phase de transition, les reprises récentes de la croissance en Europe centrale et, dans une moindre mesure, en Europe balkanique et orientale, ne sont pas suffisantes pour espérer une véritable convergence à moyen terme des niveaux de développement par rapport à l'Europe occidentale. A ce jour, le niveau du PIB par

habitant n'a dépassé celui atteint en 1989 que dans cinq pays de l'Europe centre-orientale (ainsi qu'en ex-RDA), soit, par ordre décroissant de performances, en Pologne, en Slovénie, en Hongrie, en Slovaquie et en Tchéquie. L'équipement relatif en ordinateurs personnels en 1999 est significatif, comparé à celui en automobiles en 1963. Le premier est emblématique du développement actuel de l'économie de l'information ; le second l'était de l'économie de consommation de masse ; les écarts entre les deux Europes sont du même ordre de grandeur aux deux époques (tableau 2).

TABLEAU 2. RETARD COMPARÉ EN BIENS DE CONSOMMATION DURABLE EN 1963 ET EN 1999 (BELGIQUE = 100)

Suisse	118	Suisse	147
Suède	172	Suède	143
Danemark	117	Danemark	131
Irlande	74	Irlande	128
Pays-Bas	66	Pays-Bas	114
Allemagne (RFA)	111	Allemagne	94
France	151	France	70
Italie	70	Italie	61
Espagne	15	Espagne	38
Portugal	20	Portugal	30
Grèce	7	Grèce	19
<hr/>			
Tchécoslovaquie	23	Tchéquie	34
Allemagne (RDA)	27	Slovaquie	35
Hongrie	7	Hongrie	24
Pologne	6	Pologne	20
Roumanie	2	Roumanie	9
Ex-Yougoslavie	5	Bulgarie	8
		Albanie	2
		Slovénie	80
		Croatie	21
		Yougoslavie	7
		Estonie	43
		Lettonie	26
		Lituanie	19
		Ukraine	5
		Moldavie	3
		Russie	12

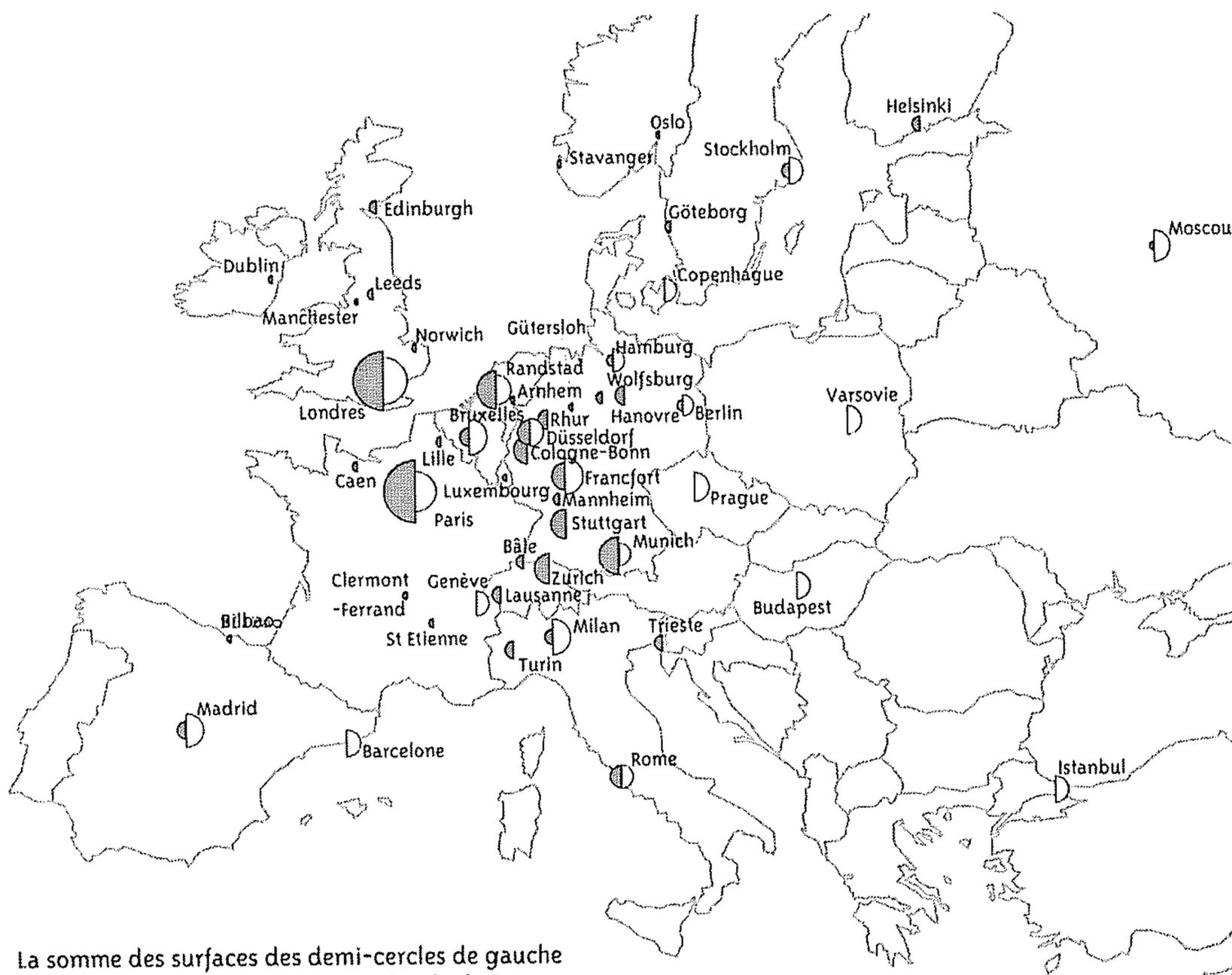
Sources : Annuaire statistique des Nations-Unies ; Banque mondiale.

Au-delà de l'occidentalisation des formes de consommation, l'Europe centre-orientale et orientale apparaît maintenant engagée dans un nouveau processus de semi-périphérisation, voire de périphérisation pour les zones les plus éloignées des frontières de l'Europe occidentale ou les moins aptes à accueillir des fonctions productives en situation dépendante. L'endettement a souvent explosé après la chute du système du « socialisme réalisé ». Aujourd'hui, la Russie est, en volume, le deuxième pays de la périphérie le plus endetté au monde après le Brésil, juste avant la Chine, le Mexique, l'Argentine et l'Indonésie. Elle talonne le Brésil,

un des pays les plus inégalitaires au monde, en matière de disparités des revenus.

Des pans majeurs de l'économie de ces pays sont maintenant contrôlés par les pays occidentaux ; ainsi, en matière bancaire, une livraison du Courrier économique et financier de la KBC (2002) indique que 79 % de la capitalisation bancaire des 20 principales banques des pays d'Europe centre-orientale sont sous contrôle occidental. Les pays d'Europe centre-orientale et orientale ne pèsent en rien dans les prises de décision économique mondiales. Tout au plus, quatre de leurs capitales abritent-elles une présence significative des bureaux de liaison des grands cabinets d'affaire internationaux (fig. 3).

FIGURE 3. LOCALISATION DES SIÈGES SOCIAUX DES ENTREPRISES EUROPÉENNES CLASSÉES PARMIS LES 500 PLUS GRANDES ENTREPRISES MONDIALES (DEMI-CERCLE DE GAUCHE PROPORTIONNEL À LEURS REVENUS) ET POSITIONNEMENT DES VILLES DANS LES RÉSEAUX DES GRANDES FIRMES INTERNATIONALES DE SERVICES AVANCÉS AUX ENTREPRISES - COMPTABILITÉ, FINANCE, SERVICES BANCAIRES, ASSURANCES, PUBLICITÉ, SERVICES JURIDIQUES - (DEMI-CERCLE DE DROITE)



La somme des surfaces des demi-cercles de gauche est identique à celle des demi-cercles de droite

Cartographie: Q Rombaux ULB / IGEAT

Sources : D'après Fortune/Top 500, 1999. <http://www.fortune.com/fortune/fortune500> et Taylor, P.J., 2000. « Specification of the World City Network », <http://www.lboro.ac.uk/departments/gy/research/gawc/rb/rb23.html>. Cette dernière étude fait partie du projet « The Geographical Scope of London as World City », dirigé par J.V. Beaverstock, R.G. Smith & P.J. Taylor.

Même si les économies des pays du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (le CAEM, mieux connu sous ses initiales anglaises de COMECON, qui associait les économies des pays du bloc soviétique) n'ont jamais été aussi intégrées que celles des pays de l'Europe occidentale, du fait des rigidités de la planification centralisée et de l'absence de véritable devise convertible, l'effondrement du système soviétique a totalement brisé les complémentarités et les cohérences qui s'étaient tissées entre elles (Bardos-Feltoronyi (2001)). Les échanges intra-bloc se sont effondrés : ces pays sont maintenant dans des situations d'échanges avec l'Union européenne plus exclusives que celles qu'ils connaissaient avec l'Union soviétique (tableau 3), avec des relations qui se développent sur le mode de la sous-traitance, dans un contexte de capitalisme très extraverti.

TABLEAU 3. LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES EUROPÉENS À L'EST ET À L'OUEST DE 1963 À 1999

		Part du bloc dans les exportations mondiales	Part des exportations du bloc dirigées vers		
			l'Europe occidentale	l'Europe centre-orientale	l'ex-URSS
Ex-URSS	1963	41,4 %	63,8 %	2,7 %	1,6 %
	1970	44,1 %	66,8 %	2,6 %	1,6 %
	1982	38,9 %	64,6 %	1,8 %	2,4 %
	1999	39,1 %	69,7 %	2,9 %	1,2 %
Europe centre-orientale	1963	6,5 %	19,8 %	27,4 %	41,5 %
	1970	5,7 %	22,4 %	28,2 %	37,4 %
	1982	4,2 %	23,0 %	21,8 %	37,0 %
	1999	2,1 %	68,6 %	11,5 %	5,9 %
Europe occidentale	1963	4,7 %	16,5 %	57,2 %	-
	1970	4,1 %	17,7 %	52,8 %	-
	1982	4,7 %	32,3 %	41,7 %	-
	1999	1,7 %	39,5 %	12,0 %	19,9 %

Note: Le commerce entre les républiques soviétiques n'est pas comptabilisé en 1963, 1970 et 1982.

Sources : Annuaires statistiques des Nations-Unies ; CNUCED (www.unctad.org).

Quels que puissent être les espoirs – et les déceptions – des populations, il y a donc bien, plus que jamais et sans doute pour longtemps encore, deux Europes : en imaginant même que l'Europe centre-orientale dans son ensemble puisse maintenir une peu probable croissance annuelle de son PIB de 5 %, moyennant des injections massives d'aides européennes et d'investissements, et que l'Europe occidentale se limite à une croissance de 2,5 % par an, il faudrait 50 ans pour que les PIB/hab. des deux parties de l'Europe se rejoignent, et nettement plus encore pour l'ex-Union soviétique.

3. LA STRUCTURE CENTRE – PÉRIPHÉRIE À L'OUEST¹

TABLEAU 4. ESTIMATION DE LA PART DU CENTRE ET DES GRANDES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES DANS LE PRODUIT OUEST-EUROPÉEN, EN PPA (EUROPE DES 15, SANS L'EX-RDA NI BERLIN, PLUS LA SUISSE ET LA NORVÈGE)

	1966	1973	1982	1990	1999
Centre (a)	61,6 %	60,9 %	60,0 %	59,2 %	59,1 %
Dont les plus grandes régions métropolitaines (b)	26,3 %	26,1 %	25,7 %	25,2 %	24,9 %
Reste de l'Europe occidentale	38,4 %	39,1 %	40,0 %	40,8 %	40,9 %
Dont les plus grandes régions métropolitaines (c)	8,6 %	8,8 %	8,7 %	8,7 %	8,7 %
Europe occidentale	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Notes:

(a) Midlands et sud-est anglais, Benelux, Nord-Pas-de-Calais, Ile de France, Lorraine, Alsace, Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, Allemagne occidentale, sans Berlin, la Basse-Saxe, Hambourg et Brême, Suisse, Nord et centre de l'Italie

(b) Sud-est anglais, Ile de France, Rhône, Noord et Zuid Holland et Utrecht, Brabant, Reg.Bez. de Düsseldorf, Cologne, Darmstadt, Stuttgart, Oberbayern, Lombardie, Latium

(c) Lisbonne, Madrid, Barcelone, Campanie, Attique, Vienne, Stockholm, Copenhague, Uusimaa (Helsinki), Hambourg, Brême

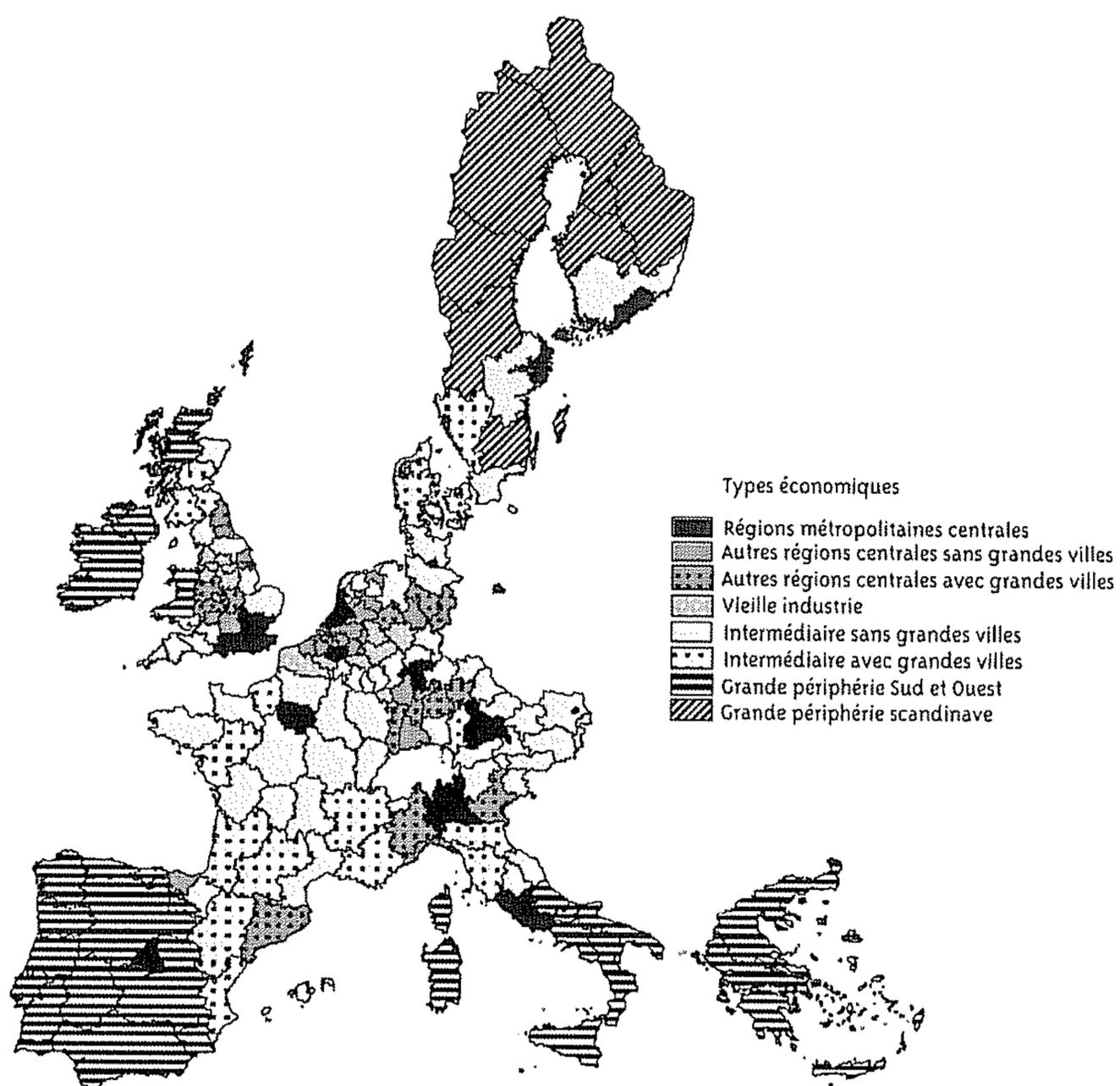
¹ On ne peut pas entrer ici dans un examen approfondi des fondements méthodologiques sur lesquels sont construits les types structurels mis en évidence. Les bases de cette classification sont longuement développées dans C. Vandermotten & al. (1987 ; 1990) et C. Vandermotten & P. Marissal (1998) et sa révision dans C. Vandermotten & P. Marissal (2000). Relevons cependant que si les concepts de centre et de périphérie renvoient de fait à des localisations géographiques par rapport au noyau de l'Europe médiane, ce n'est pas sur cette base qu'ils ont été définis, mais bien au contraire sur une base structurelle : une désagrégation en 18 secteurs d'activité des PIB régionaux, aux niveaux NUTS II ou NUTS III selon les pays, de manière à assurer une plus grande homogénéité de la trame de découpage, a été soumise à une analyse en composantes principales et à une analyse typologique ascendante. Il s'agit donc pour nous d'une notion qui renvoie aux types de structures économiques et à leur insertion dans l'économie européenne, plutôt que d'une question d'accessibilité ou de topologie.

TABLEAU 5. NIVEAU DE PRODUIT RELATIF PAR HABITANT PAR TYPE DE RÉGION.

Europe des 15, sans l'ex-RDA = 100, en parité de pouvoir d'achat	1960	1973	1982	1988	1998
Régions métropolitaines centrales	135	129	129	130	131
Autres régions centrales comprenant des grandes villes	111	112	109	109	110
Autres régions centrales sans grandes villes	110	103	100	99	103
Régions subcentrales de vieille industrialisation	125	106	101	99	97
Régions intermédiaires comprenant des grandes villes	97	102	104	102	95
Régions intermédiaires sans grandes villes	97	95	97	94	93
Grande périphérie scandinave	89	92	99	98	87
Grande périphérie méridionale et occidentale	49	61	63	64	67

Note: Les grandes villes sont celles de plus de 250.000 habitants.

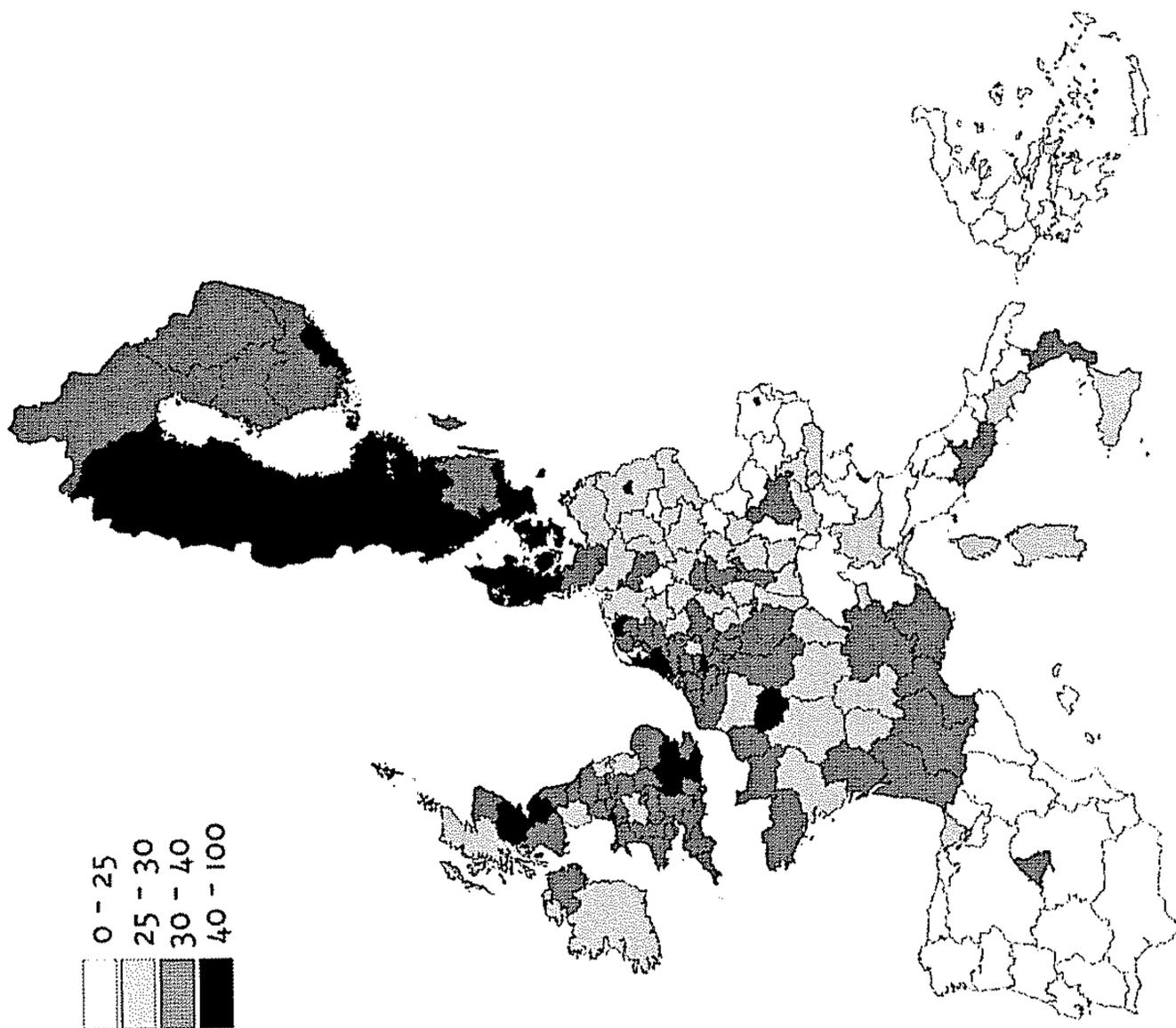
Source : calculs personnels d'après des données Eurostat et la base de données de l'IGEAT/ULB.

FIGURE 4. CARTE SIMPLIFIÉE DES STRUCTURES CENTRE-PÉRIPHÉRIE EN EUROPE OCCIDENTALE


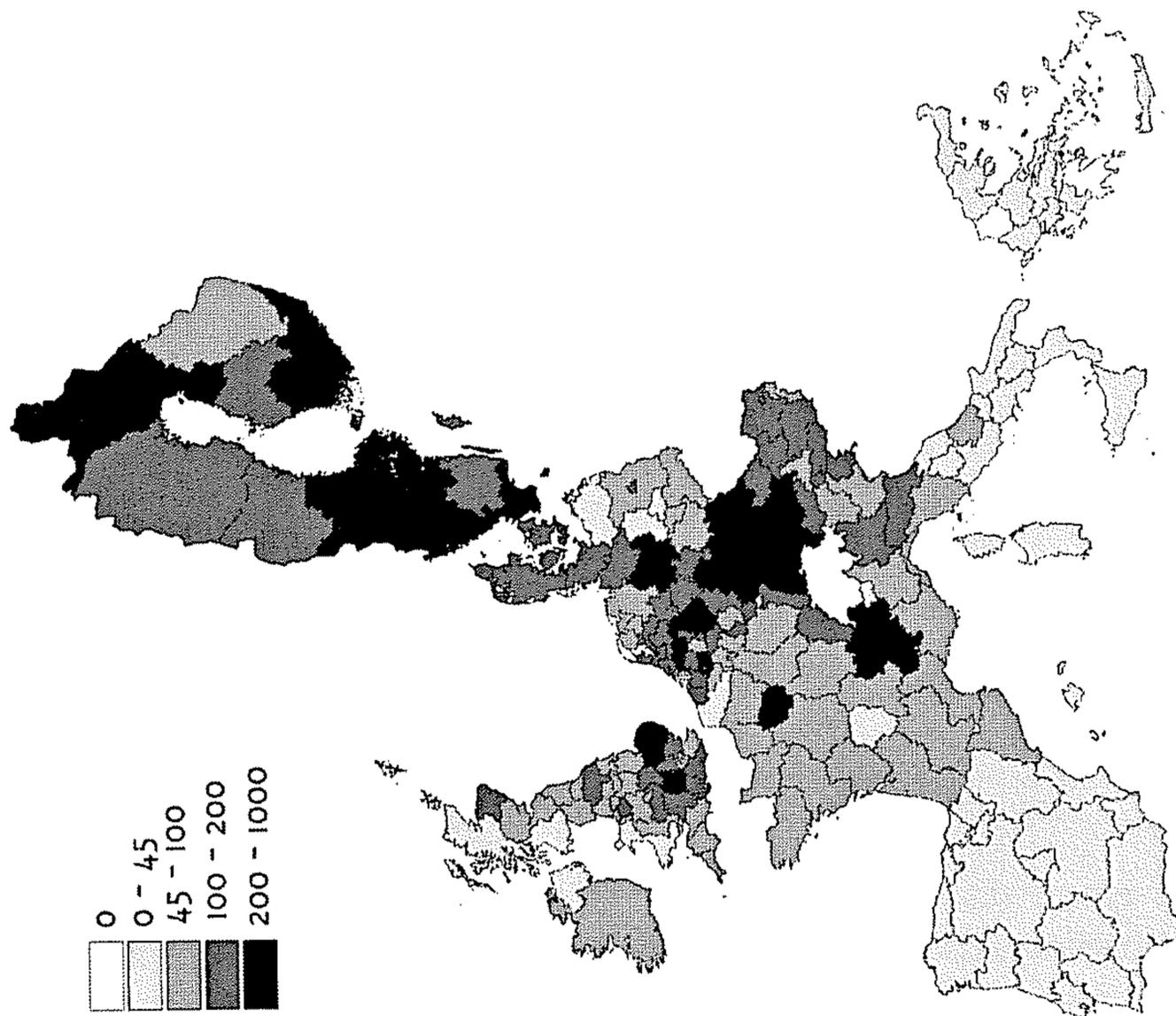
Note: Par rapport à la typologie de base, la simplification porte sur un regroupement de types et sur une généralisation aux niveaux NUTS I et NUTS II, alors que la typologie originale a été établie aux niveaux NUTS II et NUTS III. La présence ou l'absence de grandes villes n'est pas prise en compte dans la typologie structurelle originelle et y a été surajoutée.

FIGURE 5. GÉOGRAPHIE DE LA RECHERCHE – DÉVELOPPEMENT

Emploi à haute intensité de connaissance
(en % emploi total) - 1998



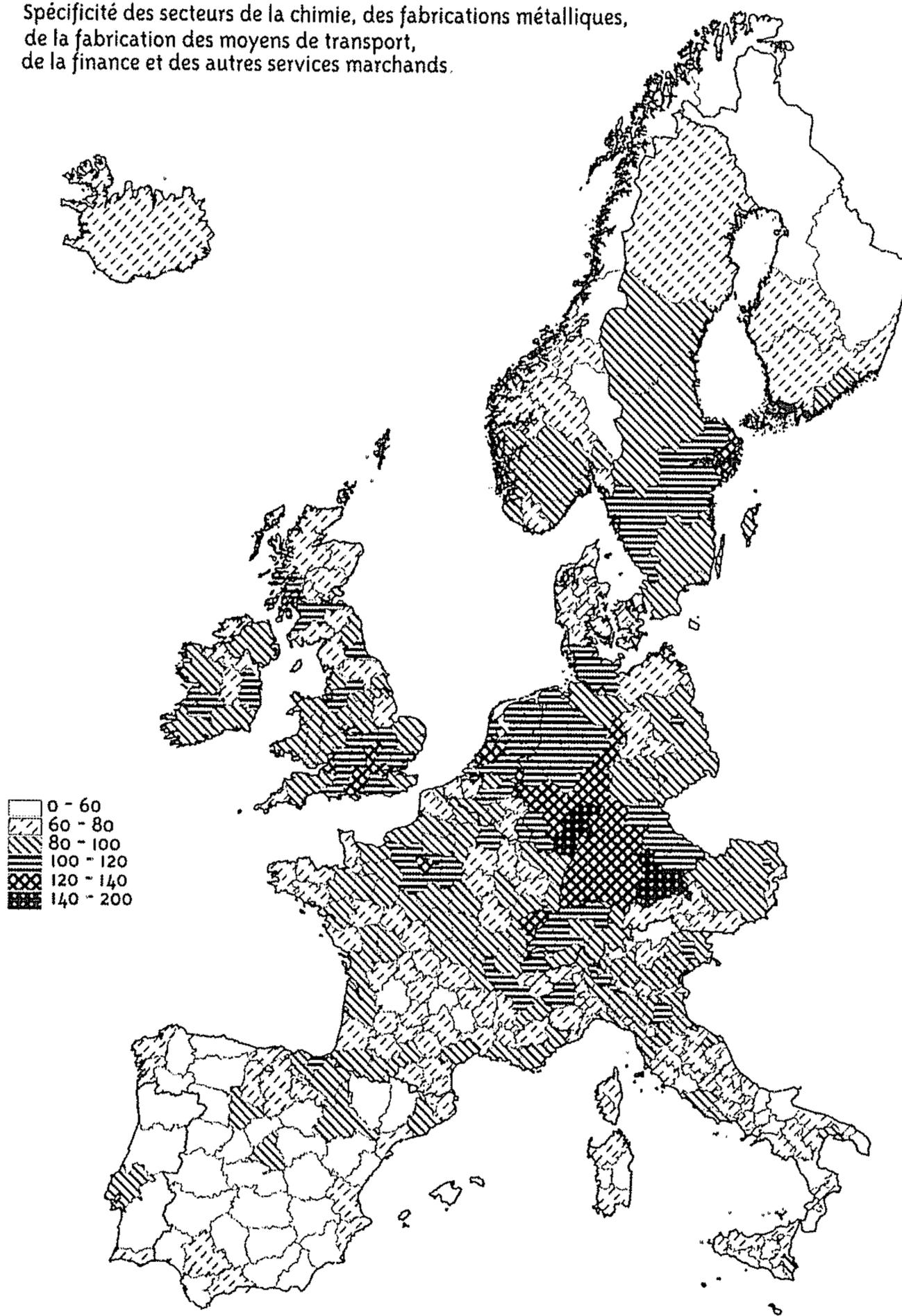
Demande de brevets européens
par million d'habitants - 1998



Source : EUROSTAT, base de données REGIO.

FIGURE 6. SPÉCIFICITÉ DE LA GÉOGRAPHIE DES SECTEURS INDUSTRIELS À HAUT CONTENU TECHNOLOGIQUE ET CAPITALISTIQUE (FABRICATIONS MÉTALLIQUES ET DES MOYENS DE TRANSPORT, CHIMIE) ET DU SECTEUR FINANCIER (1995)

Spécificité des secteurs de la chimie, des fabrications métalliques, de la fabrication des moyens de transport, de la finance et des autres services marchands.



Source : base de données IGEAT/ULB, sur base des données EUROSTAT et de statistiques nationales.

Sans entrer dans les nuances de ces structures spatiales, développées par ailleurs (Vandermotten & Marissal (2000)), on peut en caractériser ainsi les grands traits structurels (voir aussi tableau 7) :

Les zones centrales comprennent des zones métropolitaines, les autres régions centrales et des zones subcentrales :

- Centrées sur les principales capitales ou quelques autres grands pôles d'importance internationale, comme Francfort, les zones métropolitaines centrales concentrent les fonctions majeures de commandement économique, le quaternaire, les principaux services aux entreprises, marchands et financiers (Brunet (1989) ; Sallez (1993) ; Veltz (1996)). Elles sont aussi caractérisées par une forte désindustrialisation, plus encore en Grande-Bretagne, dans les pays du Benelux et en France qu'en Allemagne ou dans le nord de l'Italie. Quelle que soit l'ampleur de la désindustrialisation, l'industrie qui subsiste dans ces zones métropolitaines centrales est spécialisée dans les segments directionnels, la recherche-développement, les secteurs à haut contenu technologique. L'influence et les structures de ces zones centrales métropolitaines diffusent aujourd'hui sur des espaces périmétropolitains de plus en plus étendus. Par comparaison avec ces zones métropolitaines centrales, les régions métropolitaines périphériques (Edimbourg, les capitales scandinaves, mais aussi Rome) ont des fonctions de commandement plus limitées aux cadres nationaux et sont plus orientées vers le secteur non marchand ;
- Les zones centrales non métropolitaines, qui couvrent pour l'essentiel le reste de la l'Europe médiane, ont généralement une base industrielle forte, avec une bonne présence des industries à haut contenu technologique et à forte intensité capitaliste, sauf toutefois dans le nord de l'Italie ou dans quelques autres zones dont les structures se rapprochent plus de celles du district industriel marshallien de PME, comme le sud de la Flandre occidentale. La Troisième Italie (Toscane, Ombrie, Marche), décrite initialement par Beccatini (1975) et présentée par Piore et Sabel (1984) comme l'archétype du district industriel, marque de ce point de vue la transition entre des structures de zones centrales et de zones intermédiaires ;
- Les zones subcentrales présentent beaucoup de caractéristiques structurelles similaires à celles des zones centrales, mais avec des niveaux de valeur ajoutée par habitant inférieurs à la moyenne ouest-européenne. C'est souvent le fait du déclin d'une ancienne industrialisation et de grandes difficultés de reconversion. Si, dans cette catégorie, les Midlands britanniques connaissent un plus grand développement des services financiers et marchands, qui renvoie à la forte orientation de l'économie britannique vers le tertiaire privé, ces régions sont caractérisées en général par un développement insuffisant des services aux entreprises et des structures entrepreneuriales locales, qui traduit leur manque historique de structures de commandement et complique leur reconversion. Beaucoup de régions de ce type, comme la Wallonie d'ancienne industrialisation, apparaissent aujourd'hui paradoxalement relativement sous-industrialisées et les services non marchands y jouent un rôle important dans le soutien du niveau de vie et de l'activité économique. Les zones industrielles de l'ancienne RDA pourraient être considérées comme une variante amplifiée de ce type, si ce n'est que leur revenu par habitant très bas les rattacherait plutôt aux zones de l'Europe périphérique.

Les zones intermédiaires dessinent globalement une couronne autour des régions centrales, avec des produits par habitant proches de la moyenne européenne mais des densités de population relativement faibles, sauf la Troisième Italie. Elles couvrent de vastes portions du sud de l'Ecosse et du nord de l'Angleterre, de la France, du nord-est de l'Espagne et de sa côte méditerranéenne jusqu'au sud de Valence, la Troisième Italie, la Suisse alpine et l'Autriche, du nord de l'Allemagne et du sud des pays scandinaves. On peut y distinguer trois sous-types principaux : les bassins péricentraux fordistes, essentiellement le Bassin parisien, qui ont accueilli beaucoup d'implantations d'industries de montage à la recherche de sites décentralisés et de bassins de main-d'œuvre durant les Golden Sixties ; des districts industriels à base textile, comme la Troisième Italie, dont il a déjà été question, ou plus orientés vers les fabrications métalliques (Allemagne périphérique, sud de la Scandinavie) ; des zones plus externes (comme l'ouest et le sud-ouest de la France), avec un poids relatif plus important de la filière agro-alimentaire, sans pour autant exclure des isolats basés sur des pôles industriels axés sur les fabrications métalliques (ex. : Pays basque, Linz), parfois même dans des secteurs de haute technologie (ex. : Toulouse).

Parmi les régions périphériques, il faut distinguer, outre l'ex-RDA déjà mentionnée, les espaces périphériques vides scandinaves des régions périphériques du sud et de l'ouest :

- Les vastes espaces périphériques scandinaves, auxquels on peut ajouter le nord de l'Ecosse, ont des niveaux de produit par habitant de l'ordre de 80 à 90 % de la moyenne ouest-européenne, malgré les faiblesses de leurs structures économiques, dans lesquelles la production des matières premières occupe une place très spécifique, leur éloignement et leur vide (avec des production de valeur par km² de l'ordre de 6 à 7 % de la moyenne ouest-européenne). Le niveau de vie y est soutenu par l'ampleur des transferts financiers publics, dont témoigne aussi la forte présence des services non marchands, supérieure de 50 % à sa part dans la moyenne européenne ;
- Les régions périphériques pauvres méridionales et occidentales ont quant à elles des niveaux de PIB/habitant bas. Sauf évidemment dans les métropoles de cette périphérie, elles conservent une surspécificité agricole, qui traduit encore parfois la survivance d'archaïsmes. Il en est de même des activités commerciales, quand elles ne relèvent pas du tourisme. En dehors des plus grandes villes et de pôles de développement isolés, le plus souvent maritimes, mis en place de manière volontariste durant les années 60, l'industrie y est globalement faible, à deux exceptions notables. D'une part, en Irlande, des efforts extrêmement intenses d'attraction de capitaux étrangers, généralement américains, ont permis l'édification en quelques années d'une structure économique qui n'est pas sans points communs avec celle des espaces de décentralisation fordiste du Bassin parisien, mais avec un développement privilégiant ici l'électronique ; aujourd'hui l'Irlande a un produit par habitant supérieur à la moyenne européenne et devrait plutôt être rattachée aux espaces intermédiaires que périphériques. D'autre part, un type périphérique nord-portugais, également très industrialisé, peut être assimilé quant à lui, mais avec des PIB/hab. plus faibles, aux structures de la Troisième Italie (importance du textile et de la confection ; rôle majeur des PME locales ; recours massif au travail informel).

4. LE CONTEXTE DES ÉVOLUTIONS SPATIALES À L'OUEST

Tenter de comprendre les évolutions relatives et structurelles des grands types de régions décrits ci-dessus entre le début des années 60 et aujourd'hui implique un bref rappel du contexte socio-économique dans lequel elles se sont situées.

Caractérisées par une croissance vigoureuse, les Golden Sixties, jusque 1973, représentent l'âge d'or du fordisme et du développement de la consommation de masse. L'intervention massive de l'État dans le développement économique et régional s'inscrit alors dans un contexte de régulation et de négociations collectives associant le monde du travail, puissamment organisé, le patronat et l'État. La salarisation se développe et la disparité des revenus se réduit. Le plein emploi règne, malgré l'accroissement de la part des femmes dans le travail salarié et la réduction de l'emploi agricole. La mutation dans la consommation et les sources d'énergie, entraînant le repli du charbon, le développement des transports à longue distance et l'abaissement de leur coût relatif, les débuts de la construction européenne et le développement des échanges croisés intra-européens, en particulier dans les industries de masse comme l'automobile, entraînent une modification des déterminants traditionnels de la localisation des activités. Les États poursuivent des politiques d'attraction des investissements étrangers et, pour les plus puissants d'entre eux, d'encouragement au développement de grandes firmes nationales, censées être concurrentielles au niveau européen, voire mondial (éventuellement par le biais de firmes nationalisées) (Defraigne (2003)). Leurs politiques volontaristes de localisation des entreprises sont axées sur la mise en place d'infrastructures censées attirer les investisseurs, en particulier dans les régions de vieille industrialisation lourde, en crise structurelle, dans les zones industrialo-portuaires, dans les bassins de main-d'œuvre péricentraux. Dans les régions périphériques, on attend de la création de pôles de développement des effets multiplicateurs à la fois structurels et régionaux. Le tourisme de masse international apparaît et entraîne une urbanisation accélérée des côtes méditerranéennes.

La fin des années 70 et le début des années 80, période de croissance ralentie et de faiblesse des investissements, donc de moindre mutation de la carte structurelle, est caractérisée par une tentative des États européens de poursuivre les politiques keynésiennes d'intervention, sans réaliser que le renversement de 1973 n'est pas une simple crise conjoncturelle mais inaugure bien un renversement structurel, le début d'une phase B de cycle de Kondratieff. Il en résulte bientôt un endettement accru des États. Il va entraîner leur relatif désengagement par rapport aux aides régionales, aux politiques de grandes infrastructures, aux politiques fordistes d'aménagement du territoire. L'économie se flexibilise, mais les grandes firmes nationales européennes ont de moins bonnes performances que les américaines dans un contexte de mondialisation accélérée.

La décennie 90 est caractérisée par une dualisation sociale croissante, un affaiblissement de la force syndicale, confrontée au déclin des grandes structures industrielles et à l'internationalisation de l'économie. Les formes de travail précaire et à temps partiel se multiplient. L'économie se tertiarise. Un découplage croissant intervient entre les géographies de la production et de la consommation, entraînant une explosion de l'usage des trans-

ports, en particulier routiers et aériens : les sous-traitances, les formes de segmentation de la production et les externalisations des services se multiplient, en même temps que se différencient les produits et les formes de consommation. L'articulation entre le renforcement de la concentration du capital et le rôle croissant dans les processus de production des PME, plus ou moins dépendantes, augmente l'importance accordée aux clusters technologiques et aux économies en réseaux. Tout ceci entraîne un affaiblissement des possibilités de régulation dans les cadres nationaux, d'autant que l'intégration européenne a abouti sur le plan économique (union économique ; monnaie unique), bien qu'elle garde un net déficit sur le plan social et politique. En même temps que les Etats se désengagent de l'appareil industriel, de grandes multinationales européennes, transnationales, se mettent en place. Elles feront sans doute de plus en plus pression pour de nouveaux développements de l'intégration européenne (Defraigne (2003)). L'Europe, les Etats, mais aussi, de plus en plus, les régions et les plus grandes villes, qui entrent en concurrence ou tentent des synergies de réseaux, ne mettent plus tant l'accent sur la planification spatiale de leurs territoires que sur des documents de stratégie territoriale et le développement de leur « capital humain », voire environnemental.

A cette périodisation de l'économie correspond celle des mouvements de population (King (1993) ; Vandermotten & al. (2003)).

La période antérieure à 1973 est encore caractérisée en Europe occidentale par un bilan naturel soutenu, la rupture nette dans l'évolution de la fécondité et le vieillissement concomitant de la population par la base intervenant à partir du milieu des années 60. Une forte immigration méditerranéenne (ou originaire du Commonwealth et d'Irlande en Grande-Bretagne) est organisée par les pays du centre, au service de la grande industrie, en même temps que l'exode rural se poursuit, tant depuis les régions périphériques à l'échelle européenne que depuis celles qui le sont aux échelles nationales.

Au ralentissement de la croissance économique durant la fin des années 70 et le début des années 80 et à la fin des grands investissements industriels fordistes correspond un très net ralentissement des mouvements migratoires, tant nationaux (même le rythme de la périurbanisation ralentit) qu'internationaux, avec la fermeture des pays européens à l'immigration extra-communautaire et la fin des grands mouvements de l'Europe méditerranéenne vers l'Europe du nord-ouest.

Durant la décennie 90, le vieillissement se renforce, cette fois par le sommet, du fait de l'amélioration de l'espérance de vie des populations âgées. La faible croissance de la population est essentiellement due à un nouveau regain de l'immigration. Mais il s'agit cette fois d'une immigration individuelle, provenant tant de l'autre versant de la Méditerranée que de pays plus lointains de la périphérie, de l'Europe centre-orientale et de l'ex-URSS. Immigration mal contrôlée, se dirigeant préférentiellement vers les grandes métropoles, à la recherche de solidarités ethniques et d'économies de niche. Une part importante de cette immigration s'arrête, du moins un temps, dans des localisations de proximité ou de première arrivée par rapport aux lieux de départ (Europe méditerranéenne, devenue région d'immigration nette alors qu'elle était terre d'émigration depuis

le XIXe siècle; Allemagne occidentale; Autriche). Parallèlement, on observe une mobilité croissante de cadres internationaux, profitant surtout aux régions métropolitaines. L'exode rural depuis les périphéries s'est tari, sauf depuis la périphérie vide scandinave ; au contraire, la rurbanisation étend l'aire traditionnelle de périurbanisation et une migration de retour ou de loisirs touche non seulement les régions côtières, mais aussi maintenant de larges portions des périphéries intérieures européennes, jusqu'au cœur de la péninsule ibérique.

5. L'ÉVOLUTION DES DISPARITÉS INTER - ET INTRA – ÉTATIQUES DEPUIS LES ANNÉES 60

L'analyse empirique de l'évolution des disparités entre régions est délicate. Il faut distinguer entre, d'une part, l'analyse en termes de structures productives, et, d'autre part, celle des évolutions en termes de produit par habitant, tout en gardant à l'esprit que l'évolution de celui-ci peut aussi être influencé par des mouvements migratoires, eux-mêmes éventuellement liés aux situations économiques². Se pose aussi la question des référentiels : va-t-on tenter de juger des phénomènes de convergence ou de divergence par rapport aux référentiels de l'économie mondiale, de l'économie européenne, des cadres nationaux, de cadres structurels trans-nationaux ? Sur quel laps de temps travailler ? Des évidences empiriques mesurées sur quelques années sont-elles suffisantes ? Ou faut-il un intervalle d'une durée au moins égale à celle d'une phase de cycle long de Kondratieff ? Mais est-on aujourd'hui au début d'une nouvelles phase A, ou la phase B entamée en 1973 se prolonge-t-elle encore ? (Nagels (2003)). Les cadres spatiaux pertinents sont aussi à géométrie variable dans le temps, comme en témoigne par exemple l'extension considérable des espaces périurbains des régions métropolitaines ; dès lors, à quelle échelle faut-il donc considérer les performances des plus grandes villes ? Quelle est la signification d'une augmentation du PIB/hab. dans une région urbaine centrale qui se vide de ses habitants ?

Les taux de croissance des PIB/hab. au niveau des régions sont instables et délicats à interpréter, d'autant plus que le découpage territorial adopté est plus fin (NUTS II et surtout NUTS III). Les raisons en sont multiples :

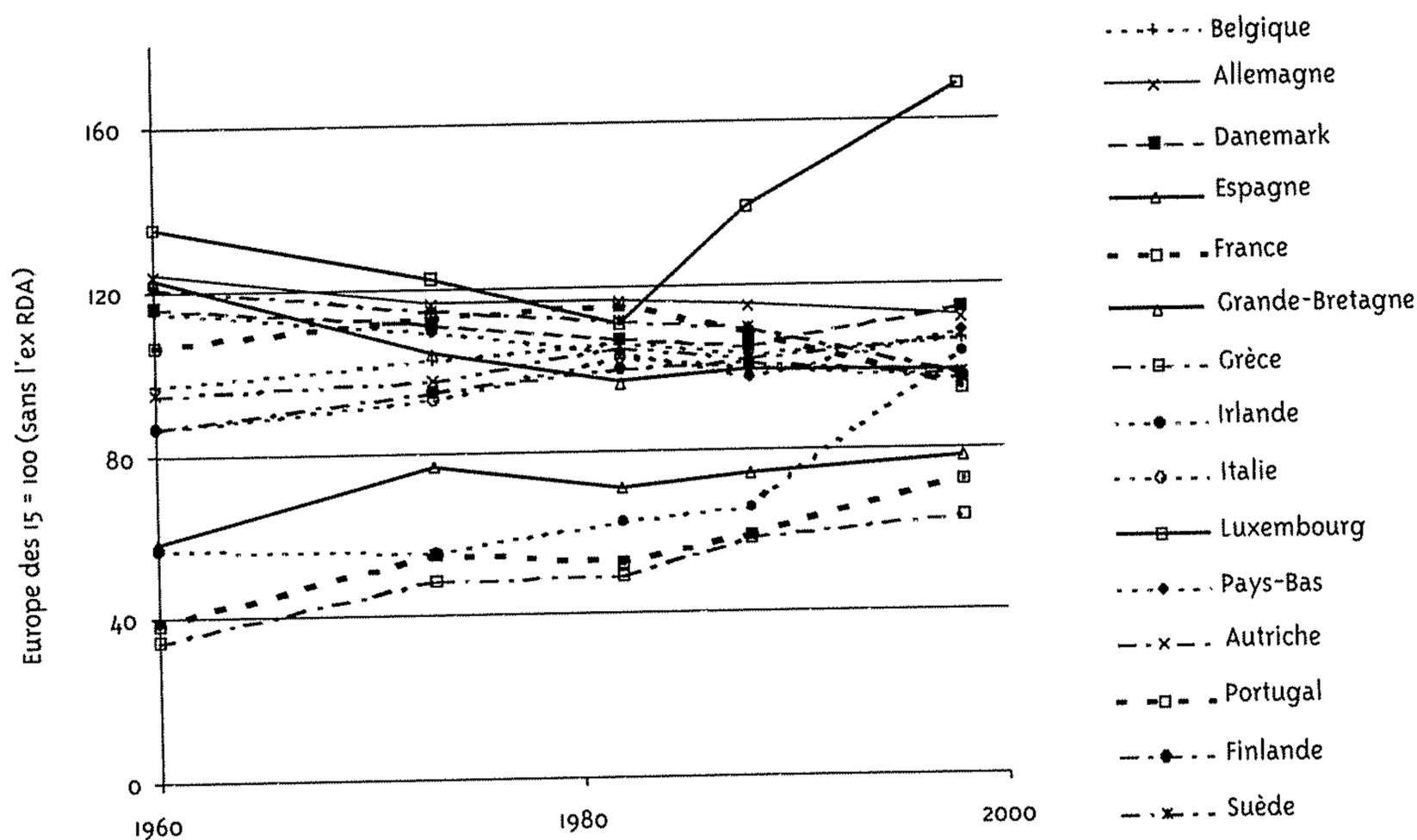
- malgré le renforcement de l'Union économique européenne, les impacts des différences nationales de dynamique économique restent très forts et interfèrent avec les différentiels structurels de dynamiques spatiales qui seraient fonction de phénomènes jouant à l'échelle européenne ou mondiale ;

² On pourrait aussi examiner les disparités en termes de revenus, qui seraient moins importantes qu'en termes de produit, tant du fait des transferts sociaux que du fait de mouvements domicile – travail de main-d'œuvre (mais à l'échelle où nous travaillons l'impact de ces derniers est relativement limité, d'autant que nous avons fusionné les villes centres et leurs périphéries dans l'analyse des structures des grandes régions métropolitaines). Nous nous sommes résolument placés dans cet article dans une perspective d'examen des structures productives et avons donc travaillé sur les produits.

- les différences nationales dans les rythmes de l'inflation font qu'il n'est pas possible de comparer les dynamiques aux prix courants en €, même ramenés à des équivalents de pouvoir d'achat. Il faut donc travailler en prix constants, ce qui peut impliquer des distorsions régionales. En effet, les déflateurs sont calculés sur base des structures nationales. Rien n'indique *a priori* que ces déflateurs peuvent s'appliquer de la même manière dans toutes les régions, d'autant que les compositions et les productivités sectorielles et les évolutions des prix relatifs peuvent y être très différentes ;
- les comparaisons en équivalents de pouvoir d'achat sont fondées sur des équivalences calculées au niveau national. Or on sait bien que les différences de prix (et éventuellement de salaires) peuvent être considérables entre les régions d'un même pays, avec par exemple des prix en général plus élevés dans les grandes régions métropolitaines ;
- les ventilations régionales des produits intérieurs et des valeurs ajoutées sont faites par les différents instituts statistiques nationaux sur des bases d'information sujettes à caution. On vient d'en mesurer l'énorme impact sur la part de Bruxelles-Capitale dans le PIB national, et plus encore dans les salaires versés, à la suite d'une révision de la ventilation régionale du PIB belge, parallèlement au passage à la nouvelle nomenclature SEC, sensée mieux rendre compte des niveaux de salaire et de qualification de la main-d'œuvre dans les trois Régions du pays : le PIB bruxellois qui était estimé à 14 % du PIB belge est brusquement passé à 19 %. Les ventilations des PIB des régions françaises au niveau NUTS III des départements sont réalisées sur base de clés de répartition fixes, qui rendent donc inutilisables ces données soi-disant départementales pour mesurer des évolutions à cette échelle. D'une manière générale, les séries européennes ne sont pas comparables avant et après 1995 ;
- ajoutons enfin la contribution aux difficultés de comparaison sur des termes plus ou moins longs de changements dans les découpages territoriaux, particulièrement gênants dans certains pays, comme par exemple en Grande-Bretagne ou au Portugal.

Toutes ces difficultés et incertitudes statistiques peuvent être dans bien des cas d'un ordre de grandeur similaire aux fluctuations qui traduiraient des repositionnements régionaux effectifs sur le court, voire même le moyen terme.

FIGURE 7. EVOLUTION DES DISPARITÉS DE PIB/HAB. ENTRE ETATS EN EUROPE OCCIDENTALE



Source : EUROSTAT et OCDE.

A ces réserves méthodologiques près, on peut néanmoins tenter de dégager de grandes tendances dans les évolutions des disparités inter- et intra-étatiques (fig. 7 ; tableau 6). Il apparaît que, s'il y a bien une nette convergence des niveaux de développement entre Etats, celle-ci a néanmoins été plus le fait de la phase fordiste (si l'on excepte l'extraordinaire croissance de l'Irlande au cours de la dernière décennie). De même, entre les régions des différents Etats, la réduction des disparités dans les pays où elles étaient les plus criantes (Italie, Espagne, Portugal, Royaume-Uni) ont été avant tout le fait des années antérieures à 1973, quand étaient menées des politiques massives d'aménagement du territoire et d'intervention publique, d'aides aux investissements, de mise en place des infrastructures dans les régions en retard. Depuis lors, les disparités régionales intra-étatiques se sont stabilisées, voire augmentent à nouveau³. Dans les pays où elles étaient les plus faibles initialement, il n'y a pas eu de convergence évidente entre les régions, si l'on excepte évidemment le cas particulier de l'est de l'Allemagne, encore que la faible croissance récente dans ce pays n'y facilite pas la poursuite du rattrapage des nouveaux Länder.

³ Ceci est cohérent, d'un point de vue théorique, avec l'affaiblissement relatif des politiques publiques d'aménagement du territoire et de développement régional, avec les conséquences de la globalisation de l'économie, avec la flexibilisation de celle-ci, qui s'accompagne d'une mise en concurrence croissante des villes et des régions, et avec le rôle croissant des « capitaux sociaux régionaux » comme déterminants des choix de localisation.

TABLEAU 6. ÉVOLUTION DES DISPARITÉS INTERNATIONALES ET INTRA-NATIONALES

Coefficient de variation des niveaux de PIB/hab. (sans pondération par le poids démographique des différentes entités territoriales).

Coefficients de variation internationaux non pondérés	1960	1973	1982	1988	1998	Nombre de pays
Pays de l'Union européenne	0,35	0,26	0,25	0,21	0,16	14 (g)
Coefficients de variation intra-nationaux non pondérés						Nombre de régions
Belgique (a)	0,20	0,17	0,18	0,16	0,18	9
Pays-Bas (b)	0,09	0,14	0,13	0,12	0,17	10
Allemagne (ouest uniquement)	0,22	0,20	0,21	0,20	0,20	30 en 60 et 73; 31 ensuite
France (c)	0,16	0,19	0,18	0,18	0,17	21
Italie	0,38	0,28	0,26	0,25	0,26	20
Espagne (d)	0,31	0,25	0,20	0,18	0,22	17
Grèce	n.d.	0,21	0,15	0,15	0,19	9 en 73 et 82; 13 ensuite
Autriche	0,22	0,23	0,22	0,27	0,25	9
Portugal (e)	n.d.	0,33	0,23	0,20	0,17	5
Finlande (f)	0,22	0,20	0,16	0,20	0,27	4
Suède	0,19	0,15	0,06	0,09	0,15	8
Royaume-Uni	0,17	0,10	0,10	0,13	0,15	11
Royaume-Uni	n.d.	n.d.	0,13	0,12	0,17	30 (1982), 27 (1988), 31 (1998)

Notes:

(a) anciennes provinces

(b) sans Groningue; Gueldre et Flevoland fusionnés

(c) Provence et Corse fusionnés; hors DOM

(d) sans Ceuta et Mellila

(e) continental uniquement

(f) sans les Iles Aland

(g) sans le Grand-Duché de Luxembourg

Source : calculs personnels d'après des données EUROSTAT et la base de données de l'IGEAT/ULB.

Les structures économiques des régions européennes ont subi des évolutions considérables au cours des dernières décennies : réduction drastique de la part de l'agriculture, désindustrialisation relative, baisse importante de la part du secteur de la construction, stagnation de celles du commerce et des transports, stabilisation de la part des services non marchands à partir du milieu des années 70, mais explosion des services marchands, qui représentent maintenant de l'ordre du tiers du produit intérieur ouest-européen, si l'on y inclut le secteur financier (tableau 7).

Cette évolution globale des structures ne s'est pas accompagnée d'une convergence significative des structures régionales, d'autant qu'une part des très légères convergences structurelles observées ici ou là relève sans doute de l'artefact statistique, lié au fort gonflement de la part des services marchands : ceux-ci ne représentent qu'une seule catégorie indifférenciée dans les comptabilités régionales, mais il est bien évident que leur contenu qualitatif est extrêmement diversifié entre les régions métropolitaines et centrales et les zones plus périphériques (tableau 8).

Au-delà de ces considérations générales, dégageons les grandes tendances des évolutions par types régionaux structurels (tableaux 5 et 7).

TABLEAU 7. LES STRUCTURES RÉGIONALES. 1980-1995 (PART DE CHAQUE SECTEUR DANS LE PIB DES DIFFÉRENTS TYPES DE STRUCTURES RÉGIONALES)

Types de région	Agriculture, pêche, sylviculture	Energie	Métallurgie de base	Minéraux non métalliques	Chimie (y compris le raffinage)	Fabrications métalliques	Fabrication des moyens de transport	Agro-alimentaire	Textile, confection	Papier, impression et édition	Caoutchouc, plastiques, bois-meuble, divers	Construction	Commerce	Horeca	Transports et communications	Banques et assurances	Autres services marchands	Services non marchands	
1995																			
Métropole	0,7	2,6	0,3	0,5	2,8	4,9	1,6	1,5	0,5	2,0	1,1	4,7	12,3	3,0	7,6	8,2	33,0	13,3	
Central	2,2	2,7	1,2	1,3	2,8	8,9	2,6	2,8	2,3	1,9	3,0	5,4	12,5	2,4	6,4	5,3	24,1	11,8	
Vieille industrialisation	0,9	3,3	2,0	1,2	2,6	8,5	2,5	2,5	1,7	1,8	2,5	5,2	11,2	2,2	6,2	4,5	25,5	15,2	
Intermédiaire, sans grandes villes	3,9	2,8	1,0	1,7	1,8	7,1	1,8	3,5	1,6	1,9	3,4	6,1	12,2	3,2	5,9	4,2	21,7	16,1	
Intermédiaire, avec grandes villes	2,5	2,9	0,7	1,0	2,0	5,7	2,1	2,6	1,8	1,7	2,0	5,4	13,2	4,0	6,7	4,7	24,0	16,8	
Métropoles périphériques du nord	0,7	1,8	0,2	0,3	1,9	5,4	0,7	1,9	0,2	2,9	0,8	4,3	13,1	1,9	9,9	6,7	28,6	19,3	
Intermédiaire	3,4	2,7	0,9	1,5	1,8	6,7	1,8	3,1	1,5	2,0	2,9	5,8	12,5	3,3	6,4	4,5	22,7	16,5	
Périphérie du nord	6,4	4,7	2,6	0,7	1,2	7,2	1,1	2,7	0,4	3,9	2,7	5,5	9,6	1,8	8,2	3,5	17,2	21,6	
Périphérie sud et ouest, sans grandes villes	8,0	3,3	0,6	1,9	1,7	4,3	1,0	4,5	2,0	1,1	2,2	7,1	14,7	3,9	6,2	3,9	16,2	17,4	
Périphérie sud et ouest, avec grandes villes	5,4	4,1	0,6	1,1	0,7	2,7	1,0	4,0	3,5	0,7	1,7	7,2	16,8	5,3	7,0	4,9	16,6	16,6	
Métropoles périphériques du sud et ouest	1,7	2,6	0,3	1,1	2,4	3,7	1,3	5,0	1,5	2,1	1,2	4,4	16,8	3,6	8,2	5,6	21,6	17,2	
Périphérie du sud et de l'ouest	6,3	3,4	0,5	1,5	1,5	3,8	1,1	4,4	2,4	1,1	1,9	6,7	15,6	4,2	6,7	4,4	17,1	17,1	
Total	2,6	2,9	0,9	1,2	2,3	6,7	1,9	2,7	1,6	1,9	2,3	5,5	12,6	3,0	6,7	5,5	25,0	14,7	
1980																			
Métropole	1,1	3,1	0,6	0,8	2,3	7,9	2,8	2,3	1,1	2,5	1,7	6,2	13,6	2,2	8,4	7,3	21,3	14,9	
Central	3,4	3,5	1,1	1,8	2,7	11,4	3,2	3,6	3,5	2,0	3,4	7,0	12,7	1,9	6,7	4,4	15,2	12,5	
Vieille industrialisation	1,2	6,4	3,8	1,7	2,9	11,1	2,7	3,2	2,2	1,8	1,9	6,8	11,9	1,4	6,3	3,9	16,6	14,3	
Intermédiaire, sans grandes villes	6,9	4,3	1,4	2,1	1,7	7,9	2,5	4,5	2,7	1,7	3,3	7,9	11,6	2,3	5,8	3,6	15,2	14,7	
Intermédiaire, avec grandes villes	4,1	3,5	1,1	1,3	1,8	6,5	2,8	3,7	2,6	1,9	2,4	7,5	12,6	2,5	7,2	3,7	18,3	16,3	
Métropoles périphériques du nord	1,0	2,7	0,3	0,7	1,6	5,5	1,0	2,6	0,4	3,0	1,0	6,3	15,9	1,4	9,7	6,3	17,9	22,7	
Intermédiaire	5,8	4,0	1,3	1,8	1,7	7,4	2,4	4,2	2,5	1,9	3,0	7,7	12,2	2,2	6,4	3,8	16,1	15,7	
Périphérie du nord	9,0	3,6	2,8	1,1	1,1	5,7	1,6	3,1	1,1	3,3	3,9	8,8	10,4	1,4	8,7	2,9	12,2	19,4	
Périphérie sud et ouest, sans grandes villes	14,0	3,9	1,4	2,3	1,8	2,9	1,0	4,1	2,7	0,9	2,1	9,6	12,6	2,6	6,2	3,3	12,7	16,0	
Périphérie sud et ouest, avec grandes villes	9,8	3,4	1,7	1,6	1,3	2,2	2,8	3,8	4,2	1,0	2,3	8,5	14,5	4,0	7,0	4,0	13,8	14,0	
Métropoles périphériques du sud et ouest	4,7	2,2	1,2	1,7	2,3	4,1	3,1	3,9	3,2	1,6	2,1	7,0	14,9	2,7	9,4	5,5	13,0	17,6	
Périphérie du sud et de l'ouest	11,6	3,5	1,4	2,0	1,7	2,9	1,7	4,0	3,2	1,0	2,2	9,0	13,4	3,0	6,9	3,8	13,0	15,6	
Total	4,1	3,9	1,4	1,5	2,2	8,5	2,7	3,5	2,4	2,0	2,6	7,2	12,6	2,1	7,0	4,7	16,8	14,7	

Note: Sont exclus de l'analyse l'ex-RDA, la Grèce, le Portugal insulaire et les DOM-TOM français, ainsi que le produit des gisements d'hydrocarbures de la Mer du Nord. Les types structurels considérés ne recouvrent pas exactement les mêmes délimitations que celles présentées sur la fig. 4 et quantifiées au tableau 5. Les typologies ont été établies ici à des niveaux NUTS plus fins (II et III, selon les pays, et non I et II).

Source : calculs personnels sur les chiffres de la banque de données IGEAT/ULB, d'après EUROSTAT.

Les grandes régions métropolitaines centrales s'affaiblissent légèrement avant 1973, mais à un très haut niveau de PIB relatif, dans un contexte de désindustrialisation métropolitaine, accompagnée d'une délocalisation périphérique des industries urbaines. Les seules

grandes métropoles qui améliorent alors leur positionnement dans leur contexte national sont Berlin, dans le cadre spécifique d'une aide massive à son industrie, pour des raisons politiques, et Londres, Munich et Francfort, qui connaissent une tertiarisation financière précoce. Les métropoles allemandes conservent en outre une forte base industrielle, liée aux relations historiques spécifiques entre pouvoir financier et industrie en Allemagne.

L'essentiel de leur désindustrialisation étant déjà réalisé, les grandes régions métropolitaines stabilisent le niveau relatif de leur produit durant la seconde moitié des années 70 et les années 80, dans un contexte de croissance relativement faible des investissements neufs. Néanmoins, les progrès de la tertiarisation font que dès lors le nombre de grandes métropoles qui améliorent leur niveau relatif par rapport aux cadres de référence nationaux dépasse celui de celles qui s'affaiblissent relativement (tableaux 9a et 9b).

TABLEAU 8. VARIANCE DES STRUCTURES RÉGIONALES. 1980 ET 1995

Type structurel	1980		1995	
	Nombre de régions	Moyenne de la somme des carrés des écarts	Nombre de régions	Moyenne de la somme des carrés des écarts
Variance intra-types				
Régions métropolitaines centrales (a)	12	0,0083	12	0,0084
Autres régions centrales	67	0,0129	68	0,0121
Régions de vieille industrialisation	26	0,0076	23	0,0065
Régions intermédiaires, sans grandes villes	162	0,0142	162	0,0133
Régions intermédiaires, avec grandes villes	19	0,0135	19	0,0150
Toutes régions intermédiaires, y compris les métropoles périphériques septentrionales	186	0,0146	186	0,0139
Périphérie septentrionale	27	0,0184	27	0,0149
Périphérie sud et ouest, sans grandes villes	74	0,0127	73	0,0138
Périphérie sud et ouest, avec grandes villes	15	0,0118	15	0,0095
Toute la périphérie sud et ouest, y compris les métropoles périphériques de ces régions	92	0,0139	91	0,0142
Variance totale				
Toutes les régions, vs. moyenne ouest-européenne	410	0,0191	407	0,0193

Notes: (a) Les différentes entités administratives constitutives d'une même zone métropolitaine ont été fusionnées pour éviter la prise en compte de différences structurelles qui ne rendraient compte que des particularités du découpage géographique entre le centre et la périphérie d'une même zone métropolitaine.

Sur base des 18 catégories sectorielles décrites au tableau 7, ce tableau calcule la moyenne arithmétique de la somme des carrés des écarts entre les pourcentages des différentes catégories sectorielles dans le PIB de chaque région et ceux de la structure globale du type structurel auquel elles appartiennent (sans pondération par le poids économique des différentes régions). Mêmes limitations géographiques que celles mentionnées au tableau 7.

Source : calculs personnels sur les chiffres de la banque de données IGEAT/ULB, d'après EUROSTAT.

TABLEAUX 9A ET 9B. ÉVOLUTION DE LA POSITION RELATIVE DES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES PAR RAPPORT À LEURS CADRES NATIONAUX, EN TERMES DE PIB/HAB

	1960-1980	1980-1990	1990-2000
Pays scandinaves (hors Norvège)	Affaiblissement des métropoles, sauf en Finlande	Renforcement des métropoles, sauf au Danemark	Fort renforcement des métropoles (Finlande, Suède) ou stabilisation (Danemark)
Allemagne	Dans un contexte général d'affaiblissement du nord de l'Allemagne au profit du sud, affaiblissement des métropoles du nord ; renforcement de Munich et de Francfort	Dans un contexte général d'affaiblissement du nord de l'Allemagne au profit du sud, stabilisation des métropoles, sauf les conurbations industrielles	Dans un contexte général d'affaiblissement (moins marqué) du nord de l'Allemagne au profit du sud, stabilisation des métropoles, y compris dans les conurbations industrielles, voire léger renforcement en fin de période (sauf Francfort et Berlin)
Autriche	Affaiblissement de Vienne	Renforcement de Vienne	Affaiblissement de Vienne en fin de période
Pays-Bas	Affaiblissement de la Randstad	Stabilisation de la Randstad	Stabilisation puis renforcement de la Randstad, surtout d'Amsterdam, mais poursuite de l'affaiblissement de Rotterdam
Belgique		Affaiblissement de Bruxelles-Capitale, non compensé par un léger renforcement de sa périphérie	Stabilisation puis renforcement du Grand-Bruxelles, y compris bonnes performances de Bruxelles-Capitale en fin de période. Affaiblissement des grandes villes régionales
Grande-Bretagne	Léger renforcement de la région métropolitaine de Londres. Affaiblissement des conurbations industrielles	Accentuation du renforcement de la région métropolitaine de Londres. Poursuite de l'affaiblissement des conurbations industrielles	Renforcement de la région métropolitaine de Londres, y compris sa partie centrale. Affaiblissement moins prononcé des conurbations industrielles
France	Stabilisation de l'Île de France	Renforcement de Paris et de l'Île de France. Stabilisation des métropoles régionales	Stabilisation de l'Île de France et des métropoles régionales
Péninsule ibérique	Stabilisation ou renforcement (Madrid) des métropoles	Renforcement de Madrid. Stabilisation de Barcelone et affaiblissement de Lisbonne	Renforcement de Madrid. Stabilisation de Barcelone et de Lisbonne

TABLEAUX 9A ET 9B. SUITE

Italie	Affaiblissement des régions métropolitaines et des grandes villes, tant au nord qu'au sud	Affaiblissement des grandes villes du nord. Bon comportement de Rome et, dans une moindre mesure, des grandes villes du sud	Consolidation de la position des grandes villes du nord. Evolution toujours favorable à Rome. Stabilisation des grandes villes du sud
Grèce	Affaiblissement d'Athènes	Affaiblissement d'Athènes. Bon comportement de Salonique	Affaiblissement d'Athènes. Bon comportement de Salonique

	Région métropolitaine	1960-1980	1980-1990	1990-1999	1995-1999	
Belgique	Bruxelles	-	-	+	+	
Royaume-Uni	Londres	+	+	+	+	
Danemark	Copenhague	-	-	-	+	
Suède	Stockholm	-	+	+	+	
Finlande	Helsinki	+	+	+	+	
Allemagne	Berlin	-	=	-	-	
	Hambourg	-	+	+	+	
	Brême	-	=	=	=	
	Düsseldorf	-	=	=	=	
	Cologne	+	-	=	=	
	Stuttgart	-	=	-	+	
	Francfort	+	+	=	-	
	Münich	+	=	+	+	
	Italie	Milan	-	-	+	+
		Autres gdes. villes du nord	n.d.	-	+	=
	Rome	-	+	+	=	
	Grandes villes du sud	-	+	=	=	
	Athènes	-	-	-	-	
Grèce	Madrid	+	+	+	+	
Espagne	Barcelone	=	=	+	=	
	Lisbonne	-	-	=	+	
Portugal	Paris	-	+	+	=	
France	Autres grandes villes (sans Lille)	n.d.	=	=	+	

Notes: 29 % des métropoles améliorent ou stabilisent leur position relative entre 1960 et 80 ; 87 % entre 1995 et 1999

N.B. : Par rapport au nord et au sud de l'Allemagne occidentale en Allemagne, sauf pour Berlin

Source : calculs personnels sur les chiffres de la banque de données IGEAT/ULB, d'après EUROSTAT.

Les années 90 enregistrent la consolidation de cette reprise relative des grandes régions métropolitaines. Elles sont les lieux privilégiés de l'insertion dans les réseaux mondiaux et du tertiaire de commandement le plus porteur (Cheshire & Gordon (1995) ; Cheshire (1999) ; Lo & Yeung (1998) ; Lever (1999) ; McNeill (1999) ; Taylor (2000)), avec plus de 40 % de leur produit provenant des seuls services marchands et financiers. Presque toutes les grandes régions métropolitaines améliorent leur niveau relatif de produit par habitant par rapport aux référentiels nationaux. Néanmoins, ce phénomène, parfois qualifié par le terme de remétropolisation, recouvre une réalité ambiguë : il combine le plus souvent une stabilisation à un très haut niveau des villes centrales, mais avec une dualisation sociale accrue entre les divers types de quartiers et un produit largement « exporté » vers

les zones périurbaines. Ces dernières enregistrent en outre une forte croissance économique; elles ne sont plus seulement des zones résidentielles mais fixent aussi un potentiel productif propre, en même temps qu'elles bénéficient des retombées de la croissance de la consommation des ménages, qui y résident en nombre toujours accru.

Les régions de vieille industrialisation lourde et/ou charbonnières enregistrent une très forte baisse relative du niveau de leur PIB/hab. avant 1973, tant par rapport aux référentiels européens que nationaux, passant quasi toutes sous leurs moyennes nationales respectives. Durant la seconde moitié des années 70 et les années 80, elles stagnent dans le meilleur des cas ou, le plus souvent, confirment leur régression, au mieux ralentie, mais parce que une très grande part de leur potentiel productif traditionnel a déjà été détruit (tableau 10). Elles se situent dès lors sous le niveau européen moyen de PIB/hab., même dans les pays « riches » de l'Europe du nord-ouest. La situation ne s'améliore pas durant les années 90, malgré les aides, qui peuvent relever de l'objectif 1 des fonds structurels européens, mais le plus souvent de l'objectif 2. Sans doute ces aides ont-elles été bien souvent insuffisantes, mais plus encore cela traduit une atonie par rapport à l'accueil des implantations de la nouvelle économie, entre autres faute d'un tissu entrepreneurial local dynamique dans ces régions qui ont souvent perdu très tôt (souvent dès le XIXe siècle⁴) leur potentiel de commandement économique local (Vandermotten & al. (1990) ; Boyer (1996) ; Leboutte (1997)).

TABLEAU 10. ÉVOLUTION DE LA POSITION RELATIVE DES RÉGIONS DE VIEILLE INDUSTRIALISATION PAR RAPPORT À LEURS CADRES NATIONAUX, EN TERMES DE PIB/HAB

		1960-1980	1980-1990	1990-1999	1995-1999
Belgique	Conurbations wallonnes	-	-	-	-
Royaume-Uni	Manchester	-	-	-	-
	Liverpool	-	-	-	=
	Sheffield-Leeds	-	-	-	=
	Birmingham	-	-	-	-
	Glasgow	n.d.	n.d.	-	-
Allemagne	Rhin-Ruhr	-	-	-	=
France	Nord-Pas-de-Calais	-	-	=	=

Note: Par rapport au nord de l'Allemagne occidentale, sans Berlin, pour Rhin-Ruhr

Source : calculs personnels sur les chiffres de la banque de données IGEAT/ULB, d'après EUROSTAT.

Dans *les autres régions centrales*, dont le niveau de développement relatif initial se situait à 10 % au-dessus de la moyenne ouest-européenne, on enregistre pour la période antérieure à 1973 les performances les plus élevées et les plus stables dans les zones centrées sur des villes de plus de 250.000 habitants. Par rapport aux référentiels nationaux,

⁴ Certaines n'ont même jamais eu de capitalisme endogène puissant et leur développement initial fut d'emblée le fait d'un grand capitalisme national sans liens avec la région (ex. : Borinage, sud du Pays de Galles), voire international (ex. : Asturies).

les performances relatives les moins bonnes sont alors celles des autres régions centrales du nord de l'Allemagne, du nord-ouest de l'Italie, de Catalogne et, de manière générale, dans les zones qui présentent des caractéristiques proches de celles des régions de vieille industrialisation (East Midlands, Limbourg néerlandais, Detmold, Pays basque, etc.). Au contraire, les performances relatives étaient alors les meilleures, toujours par rapport aux référentiels nationaux, dans les régions d'industrialisation fordiste et de nouveaux développements de l'industrie automobile (Limbourg belge, Braunschweig), dans des districts industriels (Flandre occidentale), dans des zones d'industrialisation chimique et/ou portuaire (Zélande, Anvers, Flandre orientale, Karlsruhe).

Ici aussi, les évolutions apparaissent moins tranchées durant la seconde moitié des années 70 et les années 80. Tout au plus note-t-on un léger affaiblissement du niveau de développement relatif des autres régions centrales, tant dans les zones sans grandes villes que dans celles qui en possèdent. Les performances les plus médiocres des régions de ce type, du moins par rapport aux contextes nationaux, restent localisées dans le nord de l'Allemagne, le nord-ouest de l'Italie, la Catalogne.

Les autres régions centrales consolident leur niveau de développement relatif durant les années 90, avec maintien de l'écart entre les zones sans et avec grandes villes. Mais on observe un affaiblissement des performances relatives favorables, par rapport aux référentiels nationaux, dans les zones qui avaient le plus bénéficié de la nouvelle industrialisation portuaire ou fordiste au cours des Golden Sixties (East Midlands, Limbourg néerlandais, voire belge, Zélande, etc.). Ces zones, bien placées pour l'accueil d'industries de montage sur base d'une main-d'œuvre banalisée ou fondées sur l'importation massive de matières premières, présentent moins d'atouts pour des industries de haute technologie ou des productions flexibles, qui recherchent la proximité des centres de décision, de foyers de haute qualification, de centres créateurs de produits et de modes. Par contre, les performances sont les plus favorables, par rapport aux contextes nationaux, dans les régions centrales quasi périurbaines, qui abritent ces noyaux d'industrie high-tech (Berkshire, Herefordshire, Cambridgeshire, Noord-Brabant) (Gillepsie & al. (2001)) ou dans les districts industriels, qui évoluent souvent du textile, de la petite fabrication métallique ou de l'industrie alimentaire classique vers de nouveaux clusters technologiques (Flandre occidentale)⁵.

Les régions intermédiaires présentent à la fois des structures économiques relativement peu tranchées, assez proches de celles de la moyenne européenne, et un niveau de développement relatif assez stable, légèrement sous la moyenne ouest-européenne.

⁵ On remarque cependant récemment un certain affaiblissement du dynamisme dans certains districts industriels. La globalisation impose à certains d'entre eux une concurrence extra-communautaire croissante. La flexibilité n'est plus le monopole des districts de PME. Ceux-ci semblent avoir difficile à remonter les filières (ou à les dépasser) au-delà d'un certain niveau technologique, à devenir des « learning regions », sur base du seul entrepreneuriat local et avec souvent un taux relativement faible de formation supérieure de la main-d'œuvre et d'incorporation de R-D. Cela est mis en évidence dans le cas de la Troisième Italie (Asheim (1996) ; Bianchi (1998)).

Durant les trois premières décennies, les performances y sont les meilleures dans les zones de périphérisation industrielle fordiste, comme le Bassin parisien. Ici aussi, dans les cadres nationaux, l'évolution a mieux conforté le développement relatif là où l'espace était structuré par des villes de plus de 250.000 habitants qu'ailleurs.

A l'échelle européenne, le niveau de développement relatif apparaît en léger déclin durant les années 90 dans les régions intermédiaires, mais il reste en fait assez stable par rapport aux cadres nationaux. La présence ou l'absence de grandes villes n'apparaît toutefois plus discriminante pour rendre compte des performances, sans doute parce l'accessibilité générale de ce type de régions s'est progressivement améliorée et que la qualité des équipements et des services offerts diffuse sur les niveaux inférieurs de la hiérarchie urbaine.

Les régions périphériques méditerranéennes et occidentales ont bénéficié avant 1973 de la forte dynamique des pays périphériques. En outre, les parties les plus périphériques de ces pays ont également progressé par rapport à leurs référentiels nationaux, même si les régions-capitales y croissaient aussi par comparaison à la moyenne européenne. Cette progression vigoureuse concernait tout autant les zones ne comportant pas de grandes villes. Elle touchait en particulier les régions côtières à haut potentiel touristique. Par contre, tout comme dans les pays du centre, les performances étaient mauvaises, du moins par rapport aux contextes nationaux, dans les régions présentant des caractéristiques de vieille région industrielle (Asturies, Cantabrie).

Si, durant la seconde moitié des années 70 et les années 80, le contexte général fut cette fois celui d'une faible progression des pays « pauvres », il n'empêche que l'écart entre régions métropolitaines ou comportant des grandes villes et régions peu densément peuplées de ces pays a continué à se réduire en faveur des secondes, au point que les différences de PIB/hab. entre les unes et les autres se sont estompées, en dehors de Lisbonne et d'Athènes. Cette situation va perdurer durant les années 90 : dans les pays de la périphérie, la remétropolisation n'est pas sensible comme dans les pays « riches » ; les métropoles y présentent les déséconomies d'agglomération de toutes les grandes villes, parfois plus que dans les pays du centre parce que la qualité des infrastructures y est inférieure, sans fournir la contrepartie d'une insertion aux nœuds majeurs des réseaux mondiaux.

Dans les pays scandinaves, ces mêmes décennies 60, 70 et 80 ont vu une consolidation de la position des zones de grande périphérie, fortement soutenues par les pouvoirs publics, soucieux d'éviter le creusement de disparités régionales en défaveur des zones vides et éloignées. Cette consolidation traduisait toutefois plus de bonnes performances nationales qu'une nette amélioration de ces zones dans leurs contextes nationaux.

Les années 90 voient la fin de la caractérisation des zones de grande périphérie par de hauts taux d'activité agricole. On y observe une diversification des performances, traduisant des modalités d'intégration différenciées à la mondialisation : de hauts niveaux d'éducation et une forte « learning and innovative capacity » peuvent ici ou là compenser la périphéricité, comme en Irlande, sous contrôle multinational (O'Malley (1990) ; Gillespie & al. (2001)), ou en Finlande, plutôt sous contrôle national. Néanmoins, un nombre

important de zones périphériques peu peuplées stagnent ou régressent maintenant par rapport à leurs référentiels nationaux, tant dans la grande périphérie méridionale que, plus encore, scandinave, alors qu'elles progressaient pour la plupart précédemment. Il s'agit là sans doute pour une part du reflet d'un affaiblissement relatif des interventions publiques.

7. LES EVOLUTIONS SPATIALES À L'EST

Examinons plus brièvement les grandes évolutions de la géographie à l'est de l'Europe durant les mêmes décennies, en commençant également par en situer le contexte socio-économique.

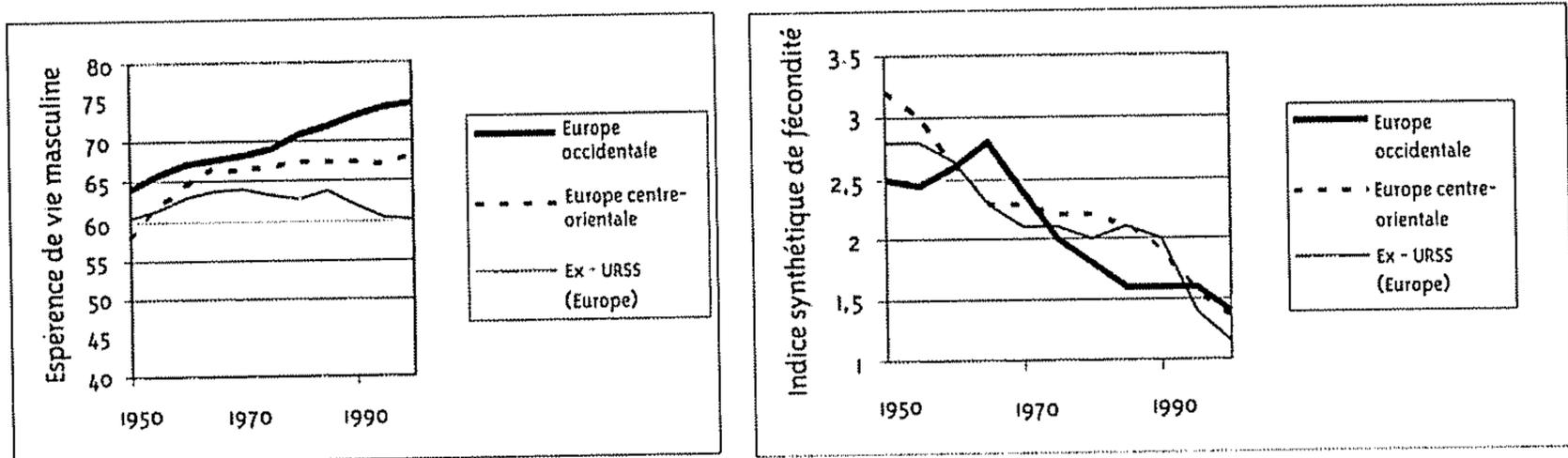
Durant la décennie soixante, la croissance, toujours forte, comme dans les premières années de l'industrialisation « socialiste », a néanmoins commencé à être confrontée aux difficultés d'assurer les gains de productivité et l'insertion de la recherche-développement. Des réponses furent cherchées dans des assouplissements du système de planification centralisé, mais elles butèrent rapidement sur l'absence d'un système de prix rendant compte de la valeur réelle et, surtout, sur les contradictions internes à l'intérieur de la nomenklatura : les tensions politiques s'exprimèrent pour l'essentiel à l'intérieur du système de parti unique (bureaucratie syndicale ouvrière vs. bureaucratie politique vs. intelligentsia vs. élites économiques technocratiques) (Nagels (1993)). Cela se refléta dans une série de « go-and-stop » en matière de réformes économiques, contradictoirement perçues comme nécessaires mais susceptibles de remettre en question la légitimité de la pyramide politique centralisée. A défaut d'une impossible réforme radicale du système politique, s'installa, du moins dans les pays les plus développés, un « communisme de la goulasch », succédané médiocre de la société de consommation occidentale, avec un net relâchement de la discipline sociale, voire une croissance de la corruption.

L'ouverture progressive de l'économie vers l'ouest prit de l'ampleur après 1973. L'Union soviétique, obligée d'importer des céréales, crut pouvoir valoriser ses exportations pétrolières pour réaliser une croissance plus intensive à travers des achats de technologie et d'usines – clé sur porte. L'objectif ne sera pas atteint, faute de réforme en profondeur du système de gestion. Au contraire, les taux de croissance et l'efficacité de l'usage du capital ne vont cesser de se détériorer. Parallèlement à l'ouverture économique, la détente entre les deux Europes conforta la pénétration économique occidentale à l'est et entama plus encore la cohésion du système à travers les relations privilégiées qui se nouent avec une partie de l'élite nomenklaturiste.

L'effondrement des régimes du « socialisme réel » fut suivie d'une crise profonde, dans un contexte de grande privatisation plus ou moins rapide selon la capacité réelle ou imaginée des élites de s'approprier le potentiel économique. Des comportements économiques mafieux ont dominé dans les pays les plus périphériques ; dans les pays les plus proches de l'Europe occidentale, une intégration semi-périphérique s'est mise en place, avec la pénétration massive du capital étranger et au prix d'une perte de cohérence des systèmes productifs antérieurs (Bardos-Feltoronyi (2001)). Certes, la petite privatisation fut plus

facile et plus rapide à réaliser ; à finalité partiellement politique, elle a parfois été menée, comme dans l'agriculture roumaine, au mépris de toute rationalité économique.

**FIGURE 8. EVOLUTION DE LA FÉCONDITÉ ET DE L'ESPÉRANCE DE VIE À L'EST
À L'OUEST**



Sources : Annuaire démographique des Nations-Unies ; Institut National d'Etudes Démographiques, Paris (INED).

Le contexte démographique et son rapport à l'économie ont également connu des cheminements différents à l'est qu'à l'ouest de l'Europe.

Entre la fin de la guerre et le milieu des années 60, les pays de l'Europe centrale et orientale avaient fortement réduit leur héritage négatif en matière d'espérance de vie sur l'Europe occidentale, grâce à la mise en place d'une médecine de masse gratuite (fig. 8). Mais par la suite, ils ont raté, en médecine comme en économie, le passage du quantitatif au qualitatif, de la médecine de masse à la médecine de pointe. De la sorte, l'espérance de vie y a stagné, du fait aussi de régimes alimentaires peu sains (fortes teneurs en matières grasses, forte consommation d'alcool, faible consommation de fruits frais), voire d'une détérioration des conditions environnementales. Elle s'effondre en ex-URSS durant la période de transition, dans un contexte de pauvreté et de déliquescence du système de santé publique, ainsi que dans certains pays des Balkans, dans des situations de guerre.

Ailleurs, au mieux assiste-t-on à une légère amélioration de l'espérance de vie depuis la seconde moitié de la décennie 90 dans les pays en voie d'intégration semi-périphérique.

La fécondité avait chuté durant les années 60, parfois plus fort et plus tôt qu'à l'ouest (comme en Hongrie), dans un contexte d'urbanisation rapide et de conditions tendues de consommation. Cette baisse fut réalisée largement par un recours massif à l'avortement. Elle est apparue inquiétante aux autorités, confrontées à des insuffisances chroniques de main-d'œuvre, résultant elles-mêmes du caractère trop extensif de ces économies et de la quasi-absence de recours à l'immigration. Elles y ont répondu, à la fin des années 60 et durant les années 70, par des politiques natalistes et des mesures d'encouragement à la maternité. Ces mesures ont stabilisé la fécondité à un niveau légèrement supérieur à celui de l'Europe occidentale. Depuis la chute du système soviétique, la fécondité s'est effondrée, tant en Europe centre-orientale qu'en ex-URSS, du fait de la crise économique, de la disparition des mesures d'encouragement et d'encadrement social, des réseaux de crèches d'entreprises, etc.

tant en Europe centre-orientale qu'en ex-URSS, du fait de la crise économique, de la disparition des mesures d'encouragement et d'encadrement social, des réseaux de crèches d'entreprises, etc.

En ce qui concerne les mouvements migratoires, ils étaient caractérisés sous le système de planification centralisée par de forts déplacements des campagnes vers les villes et vers les pôles industriels, mais uniquement à l'intérieur des différentes frontières nationales. Durant les années 90, de très forts mouvements migratoires internationaux se produisent en direction de l'ouest, partiellement sous-estimés du fait de déplacements de travail temporaires et parfois compensés dans les pays semi-périphériques par une immigration venant de l'ex-URSS. Dans les cadres nationaux, les régions-capitales attirent fortement, au contraire des bassins industriels.

Les années 90 sont marquées dans ces pays par une stagnation ou une diminution de la population, du fait d'un effondrement radical de la fécondité et, parfois, de l'ampleur de l'émigration internationale.

La planification socialiste allait dans le sens d'une homogénéisation des territoires, à travers les développements industriels nouveaux, répartis de manière relativement équilibrée sur l'ensemble des territoires nationaux et ajoutant de puissants combinats, souvent implantés à l'est (approvisionnements en provenance de l'URSS et raisons stratégiques), aux régions d'ancienne industrialisation. En même temps que l'urbanisation s'amplifiait à des rythmes soutenus, l'armature urbaine s'homogénéisait, mais dans une structure pyramidale écrasée, avec peu de relations fonctionnelles horizontales entre les villes de même niveau hiérarchique. La périurbanisation était inexistante. Les grandes villes juxtaposaient de fortes densités de population dans les zones bâties et des espaces verts ou des zones sous-utilisées, en l'absence de rente foncière. Les paysages industriels restaient prégnants dans l'intra-urbain et, par opposition aux centres-villes mal entretenus, que les bâtiments relevassent de la propriété privée résiduelle aux loyers bloqués ou que la diversité des bâtiments anciens s'accordât mal à des opérations planifiées de rénovation, la construction planifiée de grands ensembles rigides prédominait, mais sans les ségrégations spatiales qui y ont été associées à l'ouest.

A la campagne, la collectivisation a uniformisé les paysages ruraux, sauf dans les régions montagneuses et dans les zones non collectivisées de la vieille Pologne et en Yougoslavie. Les systèmes de transport sont restés insuffisants : retard dans l'électrification des chemins de fer, lents ; peu de modernisation du système routier, lent également, malgré la densité relativement faible du trafic. L'industrialisation massive, le gaspillage des ressources et la mauvaise efficacité énergétique ont entraîné de gros problèmes environnementaux.

TABLEAU 11. RÉPARTITION RÉGIONALE ET NIVEAU RELATIF DU PIB DANS LES PAYS DE L'EUROPE CENTRE-ORIENTALE, SUR BASE DE REGROUPEMENTS D'ENTITÉS DE NIVEAU NUTS II

		Part du PIB national		Niveau relatif du PIB/habitant (moyennes nationales = 100)	
		1995	1999	1995	1999
Bulgarie	Sofia	24,8%	25,4%	175	183
	Côte (a)	12,6%	14,0%	94	111
	Reste du pays	62,6%	60,5%	86	84
Tchéquie	Prague	21,5%	24,5%	184	212
	Reste du pays	78,5%	75,5%	89	85
Hongrie	Budapest	33,9%	34,6%	181	191
	Ouest du Danube et Pest	34,9%	37,3%	87	92
	Est du Danube	31,2%	28,1%	76	68
Pologne	Varsovie	10,0%	12,7%	236	303
	Autres grandes villes (b)	13,7%	14,6%	155	167
	Katowice	8,1%	7,1%	142	130
	Zones occidentales (c)	12,7%	12,2%	97	92
	Zones médianes (reste du pays)	37,7%	36,2%	86	82
	Zones orientales (d)	17,8%	17,3%	75	72
	Reste du pays	17,8%	17,3%	75	72
Roumanie	Bucarest	12,9%	13,2%	142	150
	Constanta	4,0%	4,5%	121	137
	Timisoara, Arad, Brasov, Cluj	13,2%	13,9%	118	125
	Moldavie et delta du Danube	22,2%	21,7%	84	81
	Hunedoara (e)	2,6%	2,2%	108	94
	Reste du pays	45,1%	44,5%	95	93
Slovaquie	Bratislava	23,0%	22,7%	199	198
	Kosice	13,3%	14,0%	95	99
	Reste du pays	63,7%	63,4%	86	85
Estonie	Tallinn (f)	56,4%	58,8%	151	159
	Reste du pays	43,6%	41,3%	70	65
Lituanie	Vilnius	28,5%	33,1%	118	137
	Reste du pays	71,5%	66,9%	94	88
Lettonie	Riga	53,8%	66,6%	130	162
	Reste du pays	46,2%	33,4%	79	57

Notes:

(a) Dobrogea bulgare, Varna, Bourgas

(b) Lodz, Poznan, Cracovie, Gdansk, Wroclaw

(c) Basse Silésie, Lubuskie, Poméranie occidentale

(d) Warmie-Mazurie, Poldaskie, région de Lublin, Pologne du Sud-Est, Mazowie sauf Varsovie (ville et campagne)

(e) Comprend le bassin du Jiu

(f) Põhja-Eesti

Source : EUROSTAT.

La décomposition de l'appareil économique hérité de la période du « socialisme réel » s'est accompagnée durant la décennie 90 d'un très brusque creusement des écarts inter-régionaux (tableau 11). Les capitales ont renforcé plus encore leur positionnement économique privilégié, avec le développement de zones de bureaux et de quartiers touristiques ou de commerces de luxe dans leurs centres, dont les habitants initiaux ont été expulsés, suite à l'apparition subite de fortes rentes immobilières. Le comportement des régions occidentales est généralement meilleur dans les pays en voie d'intégration semi-périphérique ; s'y opposent les difficultés particulièrement marquées des régions d'industrialisation lourde et des zones rurales et orientales de ces pays. Les régions-capitales connaissent les débuts de la périurbanisation.

Les évolutions dans l'agriculture sont contrastées selon les pays : consolidation capitaliste des structures efficaces de l'agriculture socialisée en Hongrie ; difficultés de la petite agriculture privée polonaise ; recul dramatique de l'agriculture roumaine, à travers des formes aberrantes de décollectivisation, en même temps que s'observent dans ce dernier pays des processus de « désurbanisation ».

L'état des infrastructures de transport reste toujours insatisfaisant ; les développements nouveaux et les améliorations privilégient les circulations s'ouvrant vers l'Europe occidentale ou les grands corridors de transit. Le retard reste souvent considérable en matière d'équipement informatique et de télécommunications. Le rattrapage est difficile en matière environnementale, une part des améliorations apparentes ne résultant que de l'effondrement de l'appareil industriel lourd.

CONCLUSION

Les tendances lourdes des évolutions géographiques prennent toute leur signification dans leur contextualisation. A son tour, leur examen permet d'affiner la compréhension de ce contexte. Au niveau européen, la fin du système soviétique et une décennie de transition n'ont pas réduit les écarts de développement entre l'est et l'ouest. Par contre, la convergence est sensible au cours des quatre ou cinq dernières décennies entre pays occidentaux (Moucque (2000)).

Au niveau inter-régional, la convergence a été nette dans le bloc occidental dans un premier temps, avec un clair rattrapage des régions de la grande périphérie. L'image est plus confuse aujourd'hui : c'est celle d'un patchwork de zones qui gagnent et d'autres qui perdent, entre autres en fonction de leur capacité différentielle à mobiliser leurs « capitaux sociaux globaux ». Cette notion représente bien plus que les seuls niveaux des infrastructures régionales ; elle traduit plutôt l'état du capital humain, social et patrimonial local, ainsi que les modalités d'insertion des régions dans l'économie-monde. Certaines parties de la périphérie ont connu des développements spectaculaires, qui les ont portées aux niveaux des régions du centre, du moins en termes de PIB/hab., sinon en niveau de maîtrise décisionnelle ; c'est le cas de l'Irlande. Par contre, d'autres parties de la périphérie ne rattrapent plus, sans doute bloquées dans leurs rythmes de croissance par leur éloigne-

ment, mais plus encore par leurs structures sociales, la fin des grandes politiques de pôles de développement, voire la concurrence d'espaces extra-communautaires, parmi lesquels l'Europe centre-orientale proche. Dans les parties historiquement centrales de l'Europe occidentale, les régions de vieille industrialisation lourde ont vu leur position se détériorer fortement ; elles récupèrent très mal, même quand leurs anciennes industries ont disparu. Il apparaît bien que, globalement, les politiques régionales pratiquées ont sans doute empêché un creusement des écarts, ont permis certains rattrapages des zones les plus faibles, mais n'ont pas véritablement réduit les écarts structurels inscrits dans les rapports centre – périphérie, aujourd'hui illustrés de manière particulièrement nette par les différences en matière de capacité innovative (Second European Report on Science and Technology Indicators (1997) ; Moucque (2000) ; Gillepsie & al. 2001)).

Une dynamique polycentrique de réseaux majeurs se dessine, structurée par les plus grandes villes ; ce phénomène est aujourd'hui désigné sous le vocable de remétropolisation. Il rend compte de la concentration croissante de l'activité économique. Mais il conviendrait d'en nuancer la description, en tenant compte des dynamiques des villes centrales de ces zones, souvent bien moins favorables que celles de leurs zones périurbaines, au sens très large. Ceci est susceptible de conduire à de nouvelles dualisations spatiales croissantes à cette échelle et à aggraver les problèmes environnementaux et de mobilité dans ces zones. En même temps que l'Union européenne s'affirme et que le capitalisme transnational se renforce, la régionalisation progresse aux dépens des États nationaux et des solidarités qu'ils avaient organisées. Villes et régions entrent de plus en plus en concurrence, recourant à la pratique du « benchmarking », quitte à toutes tenter de mettre en œuvre les mêmes types d'outils stratégiques, qui perdent dès lors tout attrait différentiel (Buursink (1991) ; Dunford & Kafkalas (1992) ; Bagnasco & Le Galès (1997) ; Jensen-Butler & al. (1997) ; Brenner (1998) ; Vandermotten & al. (1998)). Cette concurrence accrue entre villes et régions, dans un contexte général d'affaiblissement des capacités d'intervention des structures étatiques sur l'économie réelle, est susceptible à terme de mettre à mal les cohésions spatiales.

En Europe centre-orientale et orientale, la forte augmentation des inégalités sociales va de pair avec une augmentation des inégalités spatiales ; les divergences se creusent au profit des capitales et parfois des régions les plus occidentales de ces pays. A la différence de l'Europe occidentale, la régionalisation progresse peu : la centralisation et le contrôle de l'appareil d'État restent un enjeu important pour les élites et des structures institutionnelles efficaces pour mener des politiques régionales font défaut. On peut parier qu'à politique régionale de même ampleur que celle menée jusqu'à présent dans l'Union européenne, dont on a vu l'incapacité à faire disparaître les oppositions structurelles centre - périphérie, et a fortiori dans une tendance où les politiques de concurrence et de compétitivité s'imposeraient de plus en plus aux politiques de cohésion territoriale, il serait impossible de réduire sensiblement la fracture avec l'ouest et d'assurer une cohésion régionale interne dans les pays de l'Europe centre-orientale. Pourtant, leurs déficits de développement, de structures entrepreneuriales et de services marchands de haut niveau qualitatif sont bien supérieurs à ceux enregistrés à l'ouest, même dans des zones en difficulté.

REFERENCES

- Asheim B.T.**, 1996. " Industrial Districts as " Learning Regions " : a Condition for Prosperity ? ". *European Planning Studies*, 4 (4), pp. 379-400.
- Bagnasco A. et P. Le Galès**, 1997. " Les villes européennes comme société et comme acteur ", in Bagnasco, A., Le Galès, P. (éds.). *Villes en Europe*. Paris : La Découverte.
- Bairoch P.**, 1997. *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*. Paris : Gallimard, 3 vol.
- Bardos-Feltoronyi N.**, 2001. *Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Beccatini G.** (ed.), 1975. *Lo sviluppo economico della Toscana*. Firenze : Le Monnier.
- Berend I.T. et G. Ranki**, 1982. *The European periphery and industrialization. 1780-1914*. Cambridge : University Press.
- Braudel F.**, 1973. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris : Armand Colin.
- Bianchi G.**, 1998, " Requiem for the Third Italy ? Rise and Fall of a too Successful Concept ", *Entrepreneurship & Regional Development*, (1).
- Boldrin M. et F. Canova**, 2001. " Inequality and Convergence in Europe's Regions : Reconsidering European Regional Policies ". *Economic Policy*, 32, pp. 207-253.
- Boyer J.C.**, 1996. " Les freins à la reconversion des vieilles régions industrielles ". *Revue Belge de Géographie*, 120 (1-2-3), pp. 123-132.
- Brenner N.**, 1998. " Global cities, glocal states : global city formation and state territorial restructuring in contemporary Europe ". *Review of International Political Economy*, 5, pp. 1-37.
- Brunet R.**, 1989. *Les villes européennes*. Rapport pour la DATAR. Paris : La Documentation française.
- Buursink J.**, 1991. " Europese steden tussen idee en competitie ". *Geografisch Tijdschrift*, 25, pp. 427-433.
- Champion T., J. Monnesland et C. Vandermotten**, 1996. " The new regional map of Europe ". *Progress in Planning*, 46 (1), pp. 1-89.
- Cheshire P.**, 1999. " Cities in competition : articulating the gains from integration ". *Urban Studies*, 36, pp. 843-864.
- Cheshire P. et I.R. Gordon** (eds.), 1995. *Territorial competition in an integrating Europe*. Aldershot : Avebury.
- Cole J. & F.**, 1993. *The Geography of the European Community*, London and New York : Routledge.
- Commission Européenne**, 2001. *Unité de l'Europe, solidarité des peuples, diversité des territoires*. Deuxième rapport sur la cohésion économique et sociale, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2 vol.
- Crafts N. et G. Tonolio**, 2000. *Economic growth in Europe since 1945*, Cambridge : University Press.
- Decroly J.M., J. Vanlaer & al.**, 1991. *Atlas de la population européenne*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Defraigne J.C.**, 2003. De l'intégration nationale à l'intégration continentale, Bruxelles: Université Libre de Bruxelles. Thèse de doctorat en sc. économiques, inédit.

- Dunford M. et G. Kafkalas** (eds.), 1992. *Cities and regions in the New Europe : the global-local interplay and spatial development strategies*, London : Belhaven.
- Dunford M. et D. Perrons**, 1994. " Regional inequality, regimes of accumulation and economic development in contemporary Europe ", *Transactions of the Institute of British Geographers*, NS 19, pp. 163-182.
- European Commission**, 1997. *Second European Report on Science and Technology Indicators*, European Commission.
- Gillepsie A., R. Richardson et J. Cornford**, 2001. " Regional development and the new economy ", *European Investment Bank Papers*, 6 (1), pp. 109-131.
- Haas S. et J.L. Levet**, 2000. " Liens entre stratégie des entreprises et stratégie des collectivités territoriales ", Paris : Commissariat général du Plan, <http://www.plan.gouv.fr/organisation/sdti/docdetravail/Doc00SHJLLterritoires.html>.
- Jensen-Butler C., A. Shachar et J. Van Weesep**, 1997. *European Cities in Competition*. Avebury : Aldershot.
- Illeris S.**, 1994. *Essays on Regional Development in Europe*. Roskilde University : Department of Geography and International Development Studies, Research Report 101.
- King R.** (ed.), 1993. *Mass migration in Europe. The legacy and the future*. London : Belhaven Press.
- Leboutte R.**, 1997. *Vie et mort des bassins industriels en Europe. 1750-2000*. Paris : L'Harmattan.
- Lever W.F.**, 1997. " Competitive cities in Europe ", *Urban Studies*, 36, pp. 1029-1044.
- Lo F.C. et Y.M. Yeung** (eds.), 1998. *Globalization and the world of large cities*. Tokyo, New York, Paris : United Nations University Press.
- Maddison A.**, 2001. *L'économie mondiale. Une perspective millénaire*. OCDE, Etudes du Centre de Développement.
- MacNeill D.**, 1999. " Globalization and the European city ". *Cities*, 16, pp. 143-147.
- Marchand J.P. et P. Riquet**, 1996. *Europe du nord. Europe médiane*. Géographie Universelle, Paris : Belin.
- Moucque D.**, 2000. " A survey of socio-economic disparities between the regions of the EU ", *European Investment Bank Papers*, 5 (2), pp. 13-24.
- Nagels J.**, 1993. *La tiers-mondisation de l'ex-URSS ?* Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Nagels J.**, 2003. " La situation économique de la Flandre et le mouvement flamand au XIXe siècle et au XXe siècle ", *Brussels Economic Review*, 45(4) , pp. 97- 138 .
- O'Malley E.**, 1990. " Multinational versus Indigeneous Industry in the Republic of Ireland ", in Hebbert, M., Hansen, J.C. (eds.), *Unfamiliar Territory. The Reshaping of European Geography*. Aldershot : Avebury.
- Piore M.J. et C.F. Sabel**, 1984. *The Second Industrial Divide*, New York : Basic Books.
- Pumain D., Th. Saint-Julien, R. Ferras & al.**, 1990. *Europe du sud*. Géographie Universelle, Paris : Belin.
- Rey V. et R. Brunet**, 1996. *Europes orientales. Russie. Asie centrale*. Géographie Universelle, Paris : Belin.
- Sallez A.** (éd.), 1993. *Les villes, lieux d'Europe*, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, DATAR.
- Sortia J.R., C. Vandermotten et J. Vanlaer**, 1986. *Atlas économique de l'Europe*, Bruxelles : Société Royale Belge de Géographie et Université Libre de Bruxelles.

- Taylor P.J.**, 2000. “ Specification of the World City Network ”, <http://www.lboro.ac.uk/departments/gy/research/gawc/rb/rb23.html>.
- Vandermotten C. & al.**, 1990. *Les Régions et l'Europe. Diagnostic interrégional*. Travaux du 9ème Congrès des Economistes Belges de Langue Française, Commission de Base, Rapport préparatoire, Charleroi : CIFOP et Bruxelles : Société Royale Belge de Géographie et Editions du DULBEA.
- Vandermotten C. et P. Marissal**, 1998. *La production des espaces économiques*, tome 1. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Vandermotten C., W. De Lannoy, F. Vermoesen et S. De Corte**, 1998. “ Villes d'Europe. Cartographie comparative ”, *Bulletin du Crédit Communal de Belgique*, (207-208), numéro spécial.
- Vandermotten C.**, 2000. “ Building a continental area : identities, differences and urban developments in Europe ”, *Belgeo*, pp. 115-141.
- Vandermotten C. et P. Marissal**, 2000. “ Une nouvelle typologie économique des régions européennes ”, *L'Espace géographique*, (4), pp. 289-300.
- Vandermotten C. & al.**, 2003 (forthcoming). *Migrations in Europe : the four last decades*. Rome : IGU-Home of Geography publications, vol. III.
- Veltz P.**, 1996. *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, Paris : PUF.
- Wallerstein I.**, 1979. *The Capitalist World-Economy*, Cambridge : University Press.